



Assemblée nationale

journal des Débats

Troisième session — 30^e Législature

Le mercredi 26 mars 1975

Vol. 16 — No 7

Président: M. Jean-Noël Lavoie

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Table des matières

Réinscription des projets de loi nos 50 et 88	221
Vote sur le projet de loi no 88	222
Déclaration ministérielle	222
Entreprise Bellevue	222
M. Guy Saint-Pierre	222
Dépôt de documents	
Comptes publics	225
Comité d'étude sur les achats	225
Lettres concernant l'achat de meubles	225
Questions des députés	
Témoignages à la commission Cliche	226
Ameublement des députés	229
Menace de grève des médecins omnipraticiens	231
Transport en commun au Haut-Saguenay	233
Difficultés de l'industrie textile	234
Taxation de la machinerie des industries	234
Crédits du ministère de l'Agriculture	235
Commission plénière	
Etude des crédits provisoires	237
Projet de loi no 18 — Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1976 et pour d'autres fins du service public 1 re, 2e et 3e lectures	242
Rapport sur le projet de loi no 15	243
Débat sur le discours inaugural (suite) M. Jean-Hugues Boutin	243
Projet de loi no 15—Loi modifiant la loi électorale 3e lecture	245
M. Camille Samson	245
M. Maurice Bellemare	246
Débat sur le discours inaugural (suite) M. Marc-André Bédard	247
Ajournement	253

L'exemplaire, 35 cents - Par année, \$8 - Chèque à l'ordre du Ministre des Finances
Adresse: Service des Documents Parlementaires
Assemblée nationale
Hôtel du Gouvernement, Québec.
G1A 1A7

Courrier de la deuxième classe - Enregistrement no 1762

Quinze heures huit minutes

M. Lavoie (président): A l'ordre, messieurs!
Affaires courantes.
Dépôt de rapports de commissions élues.

M. Levesque: M. le Président, on m'informe que la commission de l'Assemblée nationale a terminé ses travaux relativement à l'étude du projet de loi no 15, Loi modifiant la Loi électorale. Puis-je demander le consentement unanime de la Chambre pour qu'au cours de la présente séance le rapport de ladite commission puisse être déposé?

M. Burns: Consentement, M. le Président.

M. Roy: Consentement accordé, M. le Président.

Le Président: D'accord.
Dépôt de rapports du greffier en loi sur les projets de loi privés.
Présentation de motions non annoncées.

Réinscription des projets de loi nos 50 et 88

M. Levesque: M. le Président, conformément au paragraphe 2 de l'article 6 de notre règlement, qu'il me soit permis de faire motion pour que deux projets de loi, que je vais identifier, soient inscrits au feuillet de l'Assemblée nationale au stade où ils se trouvaient au moment de la prorogation de la deuxième session de la 30^e législature.

Il s'agit, comme on s'en doute bien, du projet de loi no 50, Loi sur les droits et libertés de la personne, et du projet de loi no 88, Loi modifiant la Loi de la protection de la santé publique. Je fais motion pour que ces projets de loi, que l'on a étudiés dans l'intersession en commission parlementaire, soient considérés présentement et que les entrées soient faites en conséquence.

M. Samson: M. le Président, puis-je poser une question?

M. Burns: M. le Président...

M. Samson: Je voudrais poser une question au leader parlementaire. Le leader parlementaire du gouvernement ne voudrait-il pas faire deux motions distinctes pour ces projets de loi? Là, vous avez les projets de loi nos 50 et 88 dans la même motion de réinscription au feuillet. C'était entendu qu'on ne voterait pas de la même façon sur cette motion.

M. Levesque: Je comprends les scrupules de l'honorable député.

M. Samson: Vous comprendriez mieux si j'avais le droit de parole plus longtemps.

M. Levesque: Sans débat.

M. Samson: Est-ce que le leader parlementaire voudrait en faire deux motions distinctes?

M. Levesque: Je n'ai pas d'objection, M. le Président. Il n'y a qu'une motion de prévue dans le règlement, mais j'imagine qu'on ne peut pas demander à l'honorable député...

M. Samson: On peut toujours la scinder, en vertu de notre règlement. On peut scinder la motion.

M. Roy: Si ma mémoire est bonne, je pense, dans le cas du projet de loi no 50, qu'il y a eu une deuxième lecture en Chambre tandis que pour l'autre il n'y avait eu qu'un dépôt de première lecture.

On n'est pas en face du tout de la même situation. C'est pour cela que j'estime qu'il serait juste et raisonnable qu'il y ait deux motions différentes pour les deux projets de loi, parce que la Chambre n'était pas rendue au même stade.

Le Président: Le règlement prévoit une motion, mais moi je n'ai pas d'objection qu'il y en ait deux.

M. Burns: Toujours sur cette question, M. le Président, j'aimerais savoir du leader, dans le cas du projet de loi no 50, s'il ne s'agit pas d'une réimpression. Si c'est le cas, est-ce que cette réimpression ne change pas ou ne modifie pas un certain nombre de principes? C'est ce que je me demande, s'il n'y aurait pas lieu tout simplement de traiter la réimpression du projet de loi no 50 comme un nouveau projet de loi qu'on déposera éventuellement, quoique je n'aie pas d'objection de principe à adopter la motion.

M. Levesque: Le but de ma motion n'a pas affaire à cette question précise soulevée par le député de Maisonneuve. Il pourra la soulever une fois qu'on aura rétabli la situation. Tout ce que je veux faire c'est de rétablir une situation comme si la session avait continué, c'est-à-dire la dernière session. C'est le seul but de ma motion. Si le député ades suggestions à faire quant à reprendre la deuxième lecture, parce que les principes auraient été changés et qu'une réimpression serait nécessaire, etc., je crois qu'il aura l'occasion de le faire, surtout lorsque le parrain du projet de loi sera en Chambre.

Le Président: J'ajouterais à cette motion peut-être, c'est une remarque du secrétaire général de l'Assemblée. On pourrait greffer à cette motion d'autres motions pour les archives et pour la bonne compréhension de ceux qui désirent faire des recherches autant dans les procès-verbaux que dans le journal des Débats. Le secrétaire général désirerait ou souhaiterait que ces projets de loi soient revotés, en première lecture en ce qui concerne un projet de loi, et en ce qui concerne l'autre projet de loi, le numéro 50, qu'il y ait une première et une deuxième lecture réadoptées.

M. Levesque: Je n'aurais pas d'objection, M. le Président, sauf qu'il ne faudrait pas toucher au principe que l'on retrouve dans l'article 6 de nos règlements. Hypothétiquement, on pourrait avoir un vote contraire et rejeter une loi alors que, présentement, la motion a pour but de remettre le projet de loi dans l'état où il était au moment de la prorogation. Ce serait changer l'esprit de notre règlement et on pourrait arriver à une situation complètement contraire à celle qui est voulue par l'article 6 de notre règlement.

Le Président: La première motion concerne le projet de loi no 50, à l'effet qu'il soit réinscrit au feuillet à la même étape où il était lors de la prorogation de la dernière session.

Est-ce que cette motion est adoptée?

M. Burns: Vote enregistré, M. le Président.

Le Président: Qu'on appelle les députés!

M. Burns: Un instant, M. le Président! Je m'excuse, je retire ma demande. Je sais que le député de Rouyn-Noranda veut voter particulièrement sur l'autre projet de loi. Je retire ma demande de vote enregistré.

Le Président: Cette motion est-elle adoptée?

M. Burns: Adoptée.

Le Président: Adoptée.

Deuxième motion, à l'effet que le projet de loi no 88 soit réinscrit au feuillet, à la même étape où il était lors de la prorogation de la dernière session.

Cette motion est-elle adoptée?

M. Roy: Là, on demande un vote enregistré, M. le Président.

Le Président: Qu'on appelle les députés!

Vote sur le projet de loi no 88

Le Président: A l'ordre, messieurs! Que ceux qui sont en faveur de la motion de l'honorable leader parlementaire du gouvernement veuillent bien se lever, s'il vous plaît.

Le Secrétaire adjoint: MM. Bourassa, Levesque, Mailloux, Saint-Pierre, Choquette, Garneau, Cloutier, Lalonde, Lachapelle, Berthiaume, Goldbloom, Simard, Quenneville, Mme Bacon; MM. Hardy, Tetley, Drummond, Lacroix, Bienvenue, Forget, Harvey (Jonquière), Vaillancourt, Arsenault, Houde (Fabre), Desjardins, Giasson, Perreault, Brown, Fortier, Kennedy, Bacon, Bédard (Montmorency), Veilleux, Brisson, Séguin, Houde (Limoulu), Lafrance, Lamontagne, Fraser, Picard, Gratton, Gallienne, Carpentier, Dionne, Faucher, Saint-Germain, Harvey (Charlesbourg), Larivière,

Pelletier, Shanks, Pepin, Bellemare (Rosemont), Bérard, Bonnier, Boudreault, Boutin, Chagnon, Marchand, Ostiguy, Caron, Ciaccia, Côté, Denis, Déziel, Harvey (Dubuc), Lachance, Lapointe, Malépart, Malouin, Massicotte, Mercier, Parent (Prévost), Picotte, Sylvain, Tardif, Tremblay, Verreault, Morin, Burns, Léger, Charron, Lessard, Bédard (Chicoutimi), Leduc.

Le Président: Que ceux qui sont contre cette motion veuillent bien se lever, s'il vous plaît.

Le Secrétaire adjoint: MM. Samson, Roy, Bellemare (Johnson).

Le Secrétaire: Pour: 84 — Contre: 3

Le Président: Cette motion est adoptée.

Présentation de projets de loi au nom du gouvernement.

Présentation de projets de loi au nom des députés.

Déclarations ministérielles.

L'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce.

Déclaration ministérielle

Entreprise Bellevue

M. Guy Saint-Pierre

M. Saint-Pierre: M. le Président, je désire communiquer à cette Chambre quelques informations sur l'aide apportée par le gouvernement à l'entreprise Bellevue Inc., de Thetford Mines.

L'automne dernier, la compagnie les produits Bellevue Inc., connaissait des difficultés financières très sérieuses. L'imminence d'une faillite incitait alors la Banque Provinciale du Canada à rappler, sans délai, un prêt consenti à l'entreprise.

La compagnie déposait, par la suite, une proposition concordataire touchant quelque 150 créanciers, pour une somme d'environ \$3,250,000. Cette proposition offrait le paiement entier des créances sur une période de trois ans.

Acceptée par les créanciers, cette proposition devait, néanmoins, être reconsidérée devant les pertes substantielles, \$1 million, démontrées pour les cinq derniers mois de l'année 1974, selon les bilans financiers au 31 décembre.

La complexité des négociations, dans une telle situation, rendait impossible l'obtention rapide d'un règlement financier par voie conventionnelle et mettait en péril la survie de l'entreprise et le maintien des 500 emplois qu'elle fournit à cette région. La Banque Provinciale décida, dans les circonstances, de ne plus supporter la compagnie, à moins qu'une action concertée de toutes les parties en cause n'amène une solution financière valable.

Devant ces faits et devant le marasme actuel de la région de Thetford Mines touchée par de très

graves problèmes industriels et économiques, le gouvernement décidait, comme mesure tout à fait exceptionnelle, d'offrir une garantie à la Banque Provinciale afin de permettre la poursuite des opérations de la compagnie Bellevue.

Par arrêté en conseil en date du 16 mars dernier, le conseil des ministres approuvait une garantie à la Banque Provinciale qui permet un sursis d'au moins six mois à l'entreprise.

Le but de cette intervention, je le répète, tout à fait exceptionnelle est de donner, dans une région fortement secouée par des problèmes économiques, le temps à la Banque Provinciale et à la Banque d'Expansion industrielle d'entreprendre des négociations constructives avec des acquéreurs possibles, susceptibles d'assurer la survie permanente de l'entreprise.

Dans cette optique, le gouvernement du Québec offre de combler les pertes encourues par la diminution de valeur des actifs et de financer les opérations de l'entreprise durant les six mois qui viennent.

Il nous faut, cependant, noter non seulement que le gouvernement ne s'attend pas que les actifs perdent de la valeur, mais qu'au surplus il espère que les prochains six mois d'opération permettront de remettre l'entreprise sur pied, de telle sorte qu'elle soit, en août 1975, en meilleure posture financière et puisse continuer à fonctionner.

Dans l'intervalle, la gestion de l'entreprise a été confiée à la firme Mercure, Béliveau et Associés et la Société de développement industriel a reçu le mandat du gouvernement de suivre la progression du dossier et de surveiller ses intérêts dans l'affaire.

Déjà, la production a repris depuis lundi dernier à l'usine où près d'une centaine d'employés sont retournés au travail.

Devant l'affluence de nouvelles commandes, nous prévoyons qu'incessamment plus de 300 personnes travailleront d'une façon continue à l'usine. Tous les employés, je tiens à le répéter, avaient été mis à pied au début de janvier 1975. Quant aux créanciers, malgré une perte sèche, ils sont confiants de pouvoir compter de nouveau sur un client important dont les opérations pourraient être régularisées dans les prochains mois.

Le Président: L'honorable chef de l'Opposition officielle.

M. Morin: M. le Président, il s'agit d'une mesure destinée à sauver 300 emplois et, sur le plan des principes, nous ne pouvons avoir d'objection à ce genre d'intervention. De surcroît, il s'agit d'une région qui est durement touchée à l'heure actuelle. Raison de plus pour justifier une telle intervention. Mais le ministre de l'Industrie et du Commerce ne m'en voudra pas de me poser certaines questions et de les lui poser dans l'espoir que peut-être il pourra nous éclairer sur des questions d'ordre pratique soulevées par ce genre d'intervention. Il a...

M. Levesque: M. le Président, le chef de l'Op-

position me permettra une question de règlement. Je ne sais pas si c'est une forme littéraire, si c'est une forme de style que le chef de l'Opposition a employée, mais s'il s'agit de questions qu'il veut réellement poser au ministre de l'Industrie et du Commerce, il faudrait que cela fasse partie des commentaires et ne soulève pas un débat. Nous allons avoir une période de questions dans quelques minutes et il pourra...

M. Morin: M. le Président, disons...

M. Levesque: Je n'ai pas terminé, M. le Président, Nous allons avoir, dans quelques instants, une période de questions et je suis convaincu que l'honorable chef de l'Opposition pourra, à ce moment-là, poser les questions qu'il désirera et même des questions additionnelles. J'aime à croire qu'il ne s'agit là que de brefs commentaires prévus par le règlement.

M. Morin: M. le Président, si je n'ai pas le loisir de poser des questions au ministre, je peux du moins m'en poser.

M. Samson: Il va avoir de meilleures réponses.

Le Président: Silence, messieurs! S'il vous plaît!

M. Morin: M. le Président, le ministre répondra à mes questions s'il le veut. S'il ne le désire pas, il n'est pas obligé de le faire. Mais je vais me poser...

M. Levesque: M. le Président, question de règlement.

M. Morin: Je vais me poser les questions à moi-même.

M. Levesque: Question de règlement.

Le Président: Question de règlement.

M. Levesque: Je ne voudrais pas que le chef de l'Opposition induise la Chambre en erreur ni crée dans le journal des Débats une situation qui n'est pas réelle, n'est pas conforme au règlement.

Le chef de l'Opposition qui connaît bien la loi et les règlements qui s'ensuivent, devrait savoir M. le Président, que le ministre de l'Industrie et du Commerce n'a pas le loisir de répondre ou de répliquer en vertu du règlement à moins d'avoir le consentement unanime de la Chambre, et à ce moment-là, je ne voudrais pas qu'on interprète le silence du ministre de l'Industrie et du Commerce comme un refus de répondre aux questions.

M. Burns: M. le Président, c'est quelque chose de bien clair, de bien évident, il n'y a rien de plus évident que cela. Le chef de l'Opposition s'apprête à faire des commentaires. Non, écoutez-moi bien, il s'apprête à faire des commentaires sur la déclaration ministérielle, comme le veut le règlement. Il

va les faire brefs, je présume, en tout cas il m'a indiqué que ce serait bref; mais dans ces commentaires-là, il n'y a rien qui empêche le chef de l'Opposition de se poser quelques questions et même de les poser au ministre. Je vous dis d'avance, en ce qui nous concerne, je ne peux pas parler au nom des autres députés de l'Opposition, mais en ce qui concerne l'Opposition officielle, nous serons — si jamais le ministre se sent mal à l'aise par ces questions — d'accord pour qu'il puisse répondre au chef de l'Opposition après; aucune espèce d'objection à ce sujet.

Mais, j'insiste sur le fait que dans son commentaire, le chef de l'Opposition a le droit de poser des questions, toutes les questions qu'il voudra, puisqu'on interprétera l'attitude du ministre comme on voudra bien l'interpréter, puis c'est tout.

M. Morin: Puis-je parler maintenant, M. le Président?

Le Président: A la condition que vous vous leviez.

M. Morin: M. le Président, j'ai dit que sur le plan des principes, nous n'avions pas d'objection à faire valoir à rencontre de cette déclaration du ministre, mais je me pose des questions et je me les pose tout haut, pour le bénéfice du ministre. Cette société commerciale qui fabrique des caravanes ou des roulottes est en difficultés financières sérieuses. Elle a perdu \$1 million en quelques mois, si j'ai bien compris; de surcroît la Banque provinciale refuse de la porter plus longtemps. Ce n'est pas une situation très encourageante pour une entreprise. Si vraiment il existe des espoirs de reprise, si le gouvernement a de bonnes raisons de croire que cette industrie en particulier va reprendre son expansion, j'imagine que l'intervention est justifiée.

Toutefois, on peut se demander quelle est la situation financière exacte de cette compagnie. Qui sont les propriétaires? Je me serais attendu que le ministre soit un peu plus complet dans l'exposé des faits qui ont motivé l'intervention. Il nous dit qu'il espère que les affaires vont reprendre d'ici six mois, mais il avouera que c'est un peu court, de sa part, de ne pas nous donner plus de détails sur l'état de cette industrie, en ce moment.

J'ai oui-dire que ce genre d'industrie est appelée à connaître des difficultés peut-être permanentes compte tenu de l'état de l'ensemble de l'économie. C'est le genre d'industrie qui est touchée directement lorsqu'il y a la moindre conjoncture défavorable dans l'économie. J'aimerais aussi, avec la permission du ministre — j'ai pris connaissance de sa déclaration quelques minutes avant que l'Assemblée ne s'ouvre — qu'il nous donne quelques détails supplémentaires; je ne lui pose pas de question, il le fera s'il le veut. Disons que je m'interroge sur les modalités de cette garantie.

Ai-je la parole, M. le Président?

M. Levesque: ... commentaires.

M. Morin: Je m'interroge...

Le Président: S'il vous plaît, messieurs, un peu de silence, s'il vous plaît!

M. Morin: M. le Président, je m'interroge sur les modalités de la garantie, par exemple sur le montant maximum de la garantie. Je voudrais connaître l'étendue de l'engagement du gouvernement dans cette affaire. Sa déclaration est un peu vague, le ministre en conviendra. Son commentaire, à la page 3, ne nous apprend à peu près rien sur l'étendue de la garantie.

Une dernière observation. Etant donné l'état de l'économie, il est possible qu'au cours de neuf ou quinze prochains mois, de très nombreuses entreprises de ce genre-là ou appartenant à d'autres secteurs de l'économie, touchées par la conjoncture, connaissent également des difficultés du même ordre. Dois-je comprendre qu'il s'agit là d'un précédent qui servira à d'autres reprises? Est-ce vraiment une situation exceptionnelle? Si la situation est exceptionnelle, le ministre pourrait-il nous dire pourquoi il n'est pas intervenu avant et pourquoi il ne le fera pas par la suite? Qu'est-ce qui fait que cette entreprise mérite, à ce point, l'attention du gouvernement?

Le Président: L'honorable député de Rouyn-Noranda.

M. Samson: M. le Président, bien sûr, quand le ministre nous fait part d'actions prises en vue de protéger des emplois dans la région de Thetford Mines, surtout dans le contexte économique actuel de cette région, on ne peut que souscrire à cette action du ministère de l'Industrie et du Commerce. Mais je ne voudrais pas que le premier ministre, qui se promène à travers la province de ce temps-là, ajoute ces 300 emplois comme création de nouveaux emplois, comme il l'a fait dans le passé, parce que ce n'est pas de la création de nouveaux emplois, c'est simplement redonner à des personnes qui étaient déjà employées leurs emplois.

Je sais que le premier ministre prendra probablement des cours — je vois qu'il vient d'arriver — de comptabilité...

M. Bourassa: Ce n'est pas dans le calcul.

M. Samson: ... et ne comptabilisera pas ces 300 emplois comme de nouveaux emplois. Je vois que le premier ministre tente de se lever, M. le Président.

M. Bourassa: Question de règlement.

Des Voix: A l'ordre, à l'ordre!

M. Samson: Il n'a pas le droit de se lever, à ce moment-ci...

Des Voix: A l'ordre, à l'ordre!

M. Samson: ... car je fais un commentaire et, en vertu de l'article 179, le premier ministre n'a pas le droit de se lever pendant que je parle. Mes commentaires seront d'ailleurs brefs, M. le Président.

M. le Président, cela ne règle pas le problème...

M. Choquette: ... entendu l'hilarité se propager.

M. Samson: Est-ce que vous pouvez demander au ministre de la Justice, d'être moins nerveux? On sait qu'il a des problèmes avec l'affaire Joyal, avec une autre affaire...

M. Choquette: Je ne suis pas nerveux du tout.

M. Samson: Est-ce que vous ne pourriez pas lui demander d'être un peu moins nerveux, M. le Président?

M. Choquette: M. le Président, sur une question de règlement.

Le Président: A l'ordre! Sur une question de règlement.

M. Choquette: Sur une question de règlement. Je voulais attirer l'attention du député de Rouyn-Noranda, savoir qu'il provoquait l'hilarité dans les galeries.

M. Samson: M. le Président, si cela a été provoqué, ce n'est sûrement pas en m'entendant parler, c'est en regardant la réaction du premier ministre.

M. le Président, je continue en disant que l'action prise par le ministère de l'Industrie et du Commerce ne règle pas le fond du problème. On est venu comme une espèce de chef pompier tenter d'éteindre le feu pour détourner l'attention des véritables problèmes qu'il y a dans la région de Thetford Mines. Le ministre devrait plutôt prendre les suggestions que je lui faisais, la semaine dernière, quant aux possibilités d'une législation pour obliger les compagnies qui exploitent l'amiante dans cette région de faire de la transformation directe dans ce territoire. D'ailleurs, M. le Président, Marcel Pepin de la CSN...

Le Président: A l'ordre! Je m'excuse, mais je crois que la déclaration ministérielle concerne la Société Bellevue et non pas les compagnies d'amiante.

M. Samson: M. le Président, dans sa déclaration, le ministre a fait référence au contexte économique général dans cette région. C'est en vertu de cette référence que j'ai le droit de lui dire qu'il devrait plutôt opter pour une politique de transformation des richesses naturelles qui sont l'amiante, dans cette région. D'ailleurs, Marcel Pepin le disait, pas plus tard qu'il y a deux jours, et il

a raison sur ce point. J'encourage donc le ministre, je le félicite d'avoir pris action, parce qu'il le fallait; mais j'encourage le ministre à prendre d'autres actions car cela n'est qu'un commencement et, présentement, cela ne règle en aucune façon l'ensemble du problème économique dans la région de l'amiante, c'est-à-dire dans la région de Thetford Mines.

Le Président: Est-ce que vous désirez apporter une...

Dépôt de documents.

Le ministre des Finances.

Comptes publics

M. Garneau: M. le Président, j'ai l'honneur de déposer les deux volumes des comptes publics pour l'exercice financier 1973-74.

Le Président: Le ministre de l'Industrie et du Commerce.

Comité d'étude sur les achats

M. Saint-Pierre: M. le Président, j'ai le plaisir de déposer le rapport du comité d'étude sur les achats, de même qu'un rapport minoritaire d'un des membres de ce comité, de même qu'un résumé d'une analyse des achats des secteurs public et parapublic fait par le ministère de l'Industrie et du Commerce.

Le Président: Le ministre des Transports.

Lettres concernant l'achat de meubles

M. Mailloux: M. le Président, une question fut posée à mon collègue des Richesses naturelles, il y a deux jours, relativement à l'achat de meubles par le gouvernement. Je suis prêt à déposer et la lettre qui me fut envoyée par mon collègue d'Arthabaska et la réponse qui lui a été donnée, ce matin; étant donné que cela concernait les meubles achetés à l'intérieur de votre budget, si la Chambre le permet, je suis prêt à donner lecture et de la lettre qui me fut envoyée par mon collègue et de la réponse qui est donnée, ce matin.

M. Burns: D'accord, M. le Président.

M. Mailloux: M. le Président, en date du 14 mars dernier, mon chef de cabinet, M. Marcel Bélanger, recevait de mon collègue, M. Massé, la lettre suivante qui fut envoyée immédiatement au directeur du service d'achats afin que les informations nous soient fournies.

"A la suite de l'annonce par votre ministère de l'achat de meubles pour les bureaux de députés, je veux vous faire part de ma surprise, lorsque j'ai appris par les media d'information que des contrats avaient été accordés à des industries situées à l'extérieur du Québec.

"Vous comprendrez que je représente une circonscription électorale dont l'industrie du meuble

compte pour une grande part dans son économie. Certaines sociétés se spécialisent dans la fabrication des chaises rembourées, lesquelles, j'en suis sûr, auraient pu rencontrer les normes exigées par le ministère des Travaux publics.

"J'ose espérer que, dans l'avenir, le gouvernement du Québec favorisera davantage des fabricants autochtones s'ils peuvent fournir les équipements adéquats.

"Veuillez agréer, cher collègue, l'assurance de mes sentiments les meilleurs, Gilles Massé".

En date du 26 mars, j'écrivais à l'honorable Gilles Massé.

"Cher collègue, j'accuse réception de votre lettre du 14 mars dernier se rapportant à l'achat de meubles pour les bureaux des députés.

"Vous trouverez, en annexe à la présente, la liste des firmes à qui une commande a été octroyée pour l'ameublement de ces bureaux. Vous constaterez qu'une seule de ces commandes, au montant de \$9,187.50, sur un montant total de \$161,215 a été donnée à un manufacturier de l'extérieur du Québec. Il s'agissait, en l'occurrence, de la compagnie De Luxe Upholstering Limited, de Waterloo, Ontario, qui est le seul fabricant de meubles connus sous le nom de "Lazy-Boy". On m'informe que ce meuble, qui a été proposé par la direction ameublement et décoration du ministère, offre des caractéristiques exclusives, entre autres le réglage du repose-pieds indépendamment de l'inclinaison du dossier, qui rendent impossible le choix d'un équivalent. Le choix de ce fauteuil a été accepté par le secrétaire associé de l'Assemblée nationale et, par la suite, le Service général des achats a émis une commande au manufacturier, comme d'ailleurs pour chacune des pièces d'ameublement de ces bureaux.

"Je partage entièrement votre avis que le gouvernement doit favoriser dans la plus grande mesure l'essor de l'industrie du meuble au Québec. C'est, d'ailleurs, dans cet esprit que j'ai favorisé des mesures concrètes à cet égard dans mon ministère. Ainsi, des plans et devis de meubles normalisés ont été préparés par mes fonctionnaires, en étroite collaboration avec l'Association des fabricants de meubles du Québec et, depuis bientôt deux ans, ces plans et devis sont utilisés pour l'achat de pupitres, bahuts, tables, etc., des fonctionnaires du gouvernement. En ce qui concerne les écrans, les fauteuils, les chaises et les classeurs, la technique utilisée lors de l'achat de ces équipements consiste à fournir des devis et normes aux soumissionnaires et à fixer comme référence une liste de fauteuils, chaises, etc., fabriqués par des manufacturiers du Québec, dont les produits ont déjà été analysés et acceptés, et invitant tout autre manufacturier à remettre avec sa soumission un échantillon du produit offert. Un relevé fait à ma demande au Service général des achats donne les statistiques suivantes sur les achats de meubles effectués depuis le début de l'année financière qui s'achève:

a) mobilier de bureau de fabrication québécoise acheté de fournisseurs québécois, 582 commandes d'achat, pour une valeur totale de \$7,153,250;

b) mobilier de bureau fabriqué hors du Québec, acheté de fournisseurs québécois, total 20 commandes, pour \$16,358;

c) mobilier de bureau fabriqué hors du Québec, acheté de fournisseurs hors du Québec, directement du fabricant, une commande d'achat, pour une valeur de \$9,187.50.

"Il est donc facile de constater que les fabricants québécois n'ont pas été négligés, puisqu'ils se sont vu octroyer 99.64% des montants versés par le gouvernement du Québec dans l'achat de mobilier de bureau."

M. le Président, je dépose les documents.

Le Président: Questions orales des députés.
L'honorable député de Maisonneuve.

QUESTIONS DES DÉPUTÉS

Témoignages à la commission Cliche

M. Burns: M. le Président, dans la réponse que le ministre de la Justice m'a faite hier au sujet de l'affaire Joyal, il m'a indiqué qu'il n'y avait pas eu de "security check" fait par M. Paul Desrochers auprès de la Sûreté du Québec avant la nomination de M. Paul Joyal.

Dans ces circonstances, M. le Président, j'aimerais savoir, de la part du ministre de la Justice, s'il a l'intention de demander à ses conseillers d'examiner la possibilité de "prendre" une plainte de parjure contre M. Desrochers, étant donné que, pour expliquer le feu vert qu'il avait donné à M. Cournoyer, ce feu vert se référait, selon M. Desrochers, à un "security check" qui aurait dû être fait par la Sûreté du Québec.

Je pose la question au ministre: Est-ce qu'il envisage de poser le problème avec...

M. Bourassa: Démagogie, honteux, dégoûtant.

M. Morin: En effet!

M. Burns: En effet, c'est très dégoûtant. Oui.

M. Bourassa: Vous êtes dégoûtant.

M. Burns: C'est votre attitude qui est beaucoup plus dégoûtante, cependant. Je demande au ministre de la Justice s'il a l'intention d'examiner la possibilité de "prendre" des poursuites de parjure contre M. Desrochers, de la même façon, d'ailleurs, qu'il y a eu des poursuites de parjure prises contre des personnages comme M. Vézina, M. Mantha, M. Meloche, qui ont témoigné...

M. Bourassa: ...

M. Burns: ... devant la commission Cliche, la même commission, et qui également, supposément, au dire du ministre de la Justice, avaient fait des témoignages qui ne respectaient pas la vérité.

M. Choquette: M. le Président, je présume que le député de Maisonneuve se réfère au texte qu'il m'a lu hier, n'est-ce pas, comme pouvant donner lieu à une accusation de parjure. Est-ce que c'est cela que le député de Maisonneuve nous dit?

M. Burns: J'ai lu le texte de façon intégrale, hier, au ministre de la Justice, pour lui rappeler ce que M. Desrochers avait dit, alors qu'il disait que M. Desrochers n'avait jamais parlé de "security check".

M. Choquette: M. le Président, j'ai lu le texte avec le député de Maisonneuve. Tous les députés l'ont entendu, tous les journalistes l'ont entendu. Le bon sens a quand même toujours sa place, même à l'Assemblée nationale! Le texte me paraît absolument clair. On ne peut pas tirer d'inférence de ce texte que M. Desrochers a fait un "security check" sur M. Joyal.

J'ai demandé à M. Patenaude si c'était le cas. M. Patenaude m'a dit que non. Alors je ne vois pas pourquoi le député de Maisonneuve agite même la possibilité d'une action pour parjure basée sur cette déclaration. M. le Président, est-ce qu'on en est rendu à déprécier cette Assemblée, avec ce genre d'insinuations qui n'a pas véritablement de fondement? Je propose contre ce genre de questions, M. le Président. C'est très injuste.

M. Burns: M. le Président, j'invoque le règlement. Même si le ministre proteste, même s'il prétend que je ne joue pas mon rôle en posant ce genre de questions, je pense que c'est tout à fait mon rôle.

M. le Président, c'est là-dessus que j'invoque le règlement. Je pense que le rôle de l'Opposition, c'est de voir à ce que le ministère de la Justice ne joue pas le système des deux poids, deux mesures. Dans un cas où des gens comme Vézina, Mantha et Meloche ne disent pas exactement ce que le ministère de la Justice pense être la vérité, on prend des poursuites en parjure contre eux, et dans le cas de M. Paul Desrochers, le ministre, à ce moment-là, évite la question.

M. Choquette: ...

M. Burns: Vous évitez la question carrément. Je lui dis simplement ceci: Dans le témoignage de M. Desrochers, M. Desrochers dit qu'il y a eu "security check" auprès de la Sûreté, et le ministre a beau interpréter le texte comme il le voudra, il va arriver à cette conclusion s'il sait lire. Je dis: A la suite de la réponse d'hier du ministre, qui dit qu'il n'y en a pas eu — je prends sa parole, je l'ai prise hier, il n'y a pas eu de "security check" — qu'est-ce qu'il reste de logique à faire de la part du ministère de la Justice? C'est de prendre une plainte de parjure contre M. Paul Desrochers. C'est ce que je lui demande.

M. Choquette: M. le Président, je ne suis pas pour me scandaliser de l'inconduite du député de Maisonneuve.

M. Burns: Une question de privilège, M. le Président. Une question de privilège. M. le Président, je vous demande, à vous, sur ma question de privilège, si j'ai fait preuve d'inconduite pendant la période des questions. Jusqu'à maintenant, est-ce que vous trouvez que j'ai fait preuve d'inconduite? Je vous le demande, M. le Président.

Le Président: Ce n'est pas dans mes attributions de... C'est la Chambre qui doit décider de la conduite ou de l'inconduite des députés.

M. Burns: Ah non.

Le Président: Ce n'est pas le président.

M. Burns: Alors à ce moment-là, M. le Président, sur la question de privilège, je demande au ministre de la Justice de retirer ses paroles à mon endroit, concernant une présumée ou supposée inconduite.

M. Choquette: M. le Président, je ne veux pas exagérer mais je qualifierais la conduite du député de Maisonneuve comme répréhensible parce que...

M. Burns: Si vous n'aimez pas ma conduite, c'est une autre affaire. Cela ne me dérange pas.

M. Choquette: Un instant. J'ai droit à mon opinion. C'est parce qu'il dénature un texte qui a été lu, ici, à l'Assemblée nationale, et chacun a pu tirer ses conclusions.

Donc, ceci étant dit, M. le Président, j'avais demandé au député de Maisonneuve: S'il y a ambiguïté dans le texte — et vous allez admettre, je pense, avec moi, que le texte peut s'interpréter de plusieurs façons...

M. Burns: Bien non.

M. Choquette: Ecoutez, cela ne sert à rien de répondre!

M. Burns: Voulez-vous que je vous le relise? Voulez-vous que je vous le relise?

M. Choquette: Je n'ai pas besoin de me le faire relire. Je le sais, je l'ai vu, j'ai lu le texte. Nous l'avons tous lu.

M. Morin: Relisez-le donc. Je pense que cela lui rafraîchirait la mémoire.

M. Burns: J'ai l'impression que cela vous aiderait si je vous le relisais.

M. Choquette: Mais non, mais non.

M. Charron: C'est à votre tour de perdre la mémoire?

M. Choquette: Pardon?

M. Charron: C'est à votre tour de perdre la mémoire?

M. Choquette: M. le Président, le jeune député de Saint-Jacques, je crois, interrompt d'une façon intempestive. D'abord, je ne lis pas du tout le texte de la même façon que le député de Maisonneuve le lit, et s'il y avait une ambiguïté, il est bien sûr et certain que cela ne pourrait pas donner lieu à une accusation.

M. Burns: M. le Président, est-ce que je peux demander au ministre de la Justice, entre autres, de s'attacher à la phrase suivante, dans le témoignage de M. Paul Desrochers: "Nous avons un système..."

M. Choquette: Lisez tout.

Une Voix: Lisez tout.

M. Burns:... qui nous permettait de vérifier, par le truchement de la date de naissance, auprès de la Sûreté du Québec, si la personne en question avait des dossiers ou des choses semblables."

Un peu plus loin on dit: "Après ça on faisait ce qu'on appelle le "security check".

M. Bourassa: Lisez tout.

M. Choquette: Après.

M. Burns: Ecoutez, voulez-vous je vais vous le lire au complet?

M. Choquette: Oui, oui.

M. Burns: J'ai voulu éviter une longue citation. Je vais lire à partir du début, jusqu'à la fin.

"Nous avons un système qui nous permettait de vérifier, par le truchement de la date de naissance, auprès de la Sûreté du Québec, si la personne en question avait des dossiers ou des choses semblables et M. Scotti, je pense, qui est entré en fonction — n'oubliez pas la date qui s'envient — à la fin de 1971 ou au début de 1972 — donc, ce n'est pas le moment où l'affaire Joyal s'est traitée — après ça nous lui référerions ces appels-là". Après ça, donc avant que...

M. Bourassa: Terminez.

M. Burns: Oui. "Après ça, nous référerions ces appels-là à lui qui faisait ce qu'on appelle le "security check". Mais le "security check", M. le Président...

M. Bourassa: Terminez.

M. Burns: ... c'est ça que je veux savoir, le "security check" c'est pas ça qu'on faisait auprès de la Sûreté du Québec avant...

M. Bourassa: Terminez la citation.

M. Burns: Je vais la terminer, si vous voulez: "et j'ai peut-être dit à M. Cournoyer ceci: C'est correct dans le cas de Joyal, s'il a la compétence voulue, il n'y a pas d'objection."

M. Bourassa: Bien oui. C'est clair.

M. Burns: Donc, c'est après. Et j'aimerais savoir du ministre de la Justice s'il maintient toujours qu'il n'y a pas eu de "security check" ou appelez ça autrement, si vous voulez, dans le cas de M. Joyal.

M. Choquette: Consciemment je suis obligé de maintenir cette affirmation, M. le Président. Je l'ai dit hier à la Chambre, c'est M. Hervé Patenaude qui pouvait, dans le cas, éclairer un interlocuteur, quel qu'il soit, que ce soit moi-même ou que ce soit M. Desrochers, et M. Patenaude m'a dit qu'il n'y a pas eu de "security check". Par conséquent, le fait est là, je pense qu'il faut le prendre pour acquis et avéré. Par conséquent, je dis que, lorsqu'on sait ce fait et qu'on examine la déclaration de M. Desrochers, on se rend très bien compte que les "security checks" ont commencé à avoir lieu vers la fin de 1971, le début de 1972 au moment de la nomination de M. Scotti. Ça me paraît évident et, même s'il y avait de l'ambiguïté, est-ce qu'on va porter des accusations de parjure sur des déclarations ambiguës? Le député de Maisonneuve connaît la réponse à cette question-là.

M. Burns: Mais, qu'est-ce que ça veut dire quand on lit dans le témoignage de M. Desrochers qu'il y avait un système? On parle d'un système, c'est M. Desrochers qui parle d'un système pour vérifier, par le truchement de la date de naissance, auprès de la Sûreté; qu'est-ce que c'est ça si c'est pas un "security check"? Appelez ça comme vous voudrez mais il y avait un système aux dires mêmes de M. Desrochers.

M. Choquette: Oui mais...

M. Burns: Est-ce que vous me dites qu'il n'y avait même pas de système avant 1971, 1972, avant la venue en poste de M. Scotti?

M. Choquette: M. le Président, je pense qu'il n'y avait pas de système, c'est aussi simple que ça.

M. Charron: ... Il a menti.

M. Burns: Qu'est-ce que vous attendez pour prendre une plainte de parjure contre M. Desrochers? C'est ça ma question.

M. Choquette: Mais, M. le Président, est-ce que vous ne trouvez pas que cet interrogatoire devient ridicule à la fin?

M. Morin: Répondez donc!

M. Choquette: Ecoutez, êtes-vous président de la Chambre ou si vous êtes une espèce d'absent?

M. Charron: Ne vous en prenez pas au président. Il a menti.

M. Burns: Quand vous êtes mal pris, ne vous en prenez pas au président.

Répondez donc à la question, vous n'avez pas besoin de vous en prendre à qui que ce soit.

M. Choquette: M. le Président, j'ai répondu amplement aux questions du député de Maisonneuve, je n'ai rien d'autre à ajouter. Il me semble que mes réponses ont été absolument claires. Il considère qu'elles sont claires.

Le Président: A l'ordre, messieurs!
L'honorable chef de l'Opposition officielle.

M. Morin: J'ai également une question supplémentaire sur l'affaire Joyal, M. le Président, que je voudrais poser au ministre de la Justice. Hier, il a refusé de répondre à trois de mes questions en soutenant qu'il avait déjà répondu lors de son témoignage devant la commission Cliche.

J'ai relu le témoignage — c'était la troisième fois — je l'ai relu de fond en comble et je n'ai trouvé nulle part de réponse aux trois questions que j'ai soulevées. Aussi, je demande au ministre de bien vouloir m'indiquer de façon précise à quel endroit il a répondu, dans son témoignage, devant la commission Cliche, à des questions portant sur les raisons pour lesquelles, après avoir été averti le 7 novembre que la nomination de M. Joyal s'en venait, le 8 décembre, qu'elle était imminente, il n'en a pas informé le premier ministre et pourquoi après que cette nomination eût été faite, le 13 janvier 1971, il n'a pas prévenu le premier ministre de ce qui s'était passé.

Vous avez eu, M. le ministre, trois occasions de le faire et, s'il y a quelqu'un qui est coupable de conduite répréhensible, je crois que c'est vous, en l'occurrence.

M. Choquette: M. le Président, je regrette ce que vient de dire le député de Sauvé. Maintenant, je comprends, avec le genre de démonstration qu'il nous donne aujourd'hui, pourquoi ses élèves à l'Université de Montréal faisaient la grève contre lui lorsqu'il était leur professeur.

M. Morin: Jamais. M. le Président, sur une question de privilège. Je ne sais pas...

Le Président: A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Morin: ... à quoi le ministre...

M. Hardy: C'était ennuyant.

Le Président: A l'ordre!

M. Morin:... peut faire allusion. Je ne sais s'il pense couvrir ses traces avec ce genre d'interven-

tion, mais je tiens à dire que je n'ai jamais fait l'objet de grève ou de quoi que ce soit de semblable de la part de mes étudiants. Il y en a même qui sont membres de cette Assemblée, qui pourraient témoigner dans ce sens.

M. le Président...

Des Voix: Nommez-les!

Le Président: Vous avez établi votre question de privilège.

M. Morin:... c'est là une conduite innommable de la part du ministre de la Justice.

Le Président: Est-ce que vous désirez être présent et répondre?

M. Choquette: Je suis parfaitement présent mais, M. le Président, je ne réponds pas.

Le Président: Pourriez-vous vous lever, s'il vous plaît?

M. Choquette: M. le Président, je me lève avec plaisir, à votre invitation, mais je n'avais pas l'intention de répondre. J'ai répondu à la commission Cliche; ce n'est pas ma faute si le député de Sauvé ne sait pas lire un texte et ne sait pas trouver les réponses qui s'y trouvent.

M. Morin: Le ministre de la Justice pourrait-il en question supplémentaire, nous expliquer la différence entre le comportement de l'inspecteur-chef Patenaude qui, lui, dès qu'il a lu les transcriptions des conversations téléphoniques, dès qu'il prend connaissance de l'arrêté en conseil nommant M. Joyal, prévient le ministre de ce qui s'en vient et la conduite du ministre qui, lui, devant les mêmes faits, s'abstient de communiquer avec le premier ministre pour le prévenir de ce qui se passe. Est-ce qu'il pourrait m'expliquer la différence de comportement entre l'inspecteur Patenaude et lui-même?

M. Choquette: J'ai répondu, M. le Président, à la commission Cliche. Je n'ai rien d'autre à ajouter.

Le Président: L'honorable député de Beauce-Sud.

Ameublement des députés

M. Roy: M. le Président, j'aurais une question à poser à l'honorable ministre des Richesses naturelles. L'honorable ministre des Richesses naturelles, en réponse à une question de l'honorable député de Johnson, lundi, a déclaré que les journaux avaient menti et avaient rapporté faussement les propos qu'il a tenus suite aux déclarations qu'il a faites concernant l'achat de l'ameublement des députés. Est-ce que le ministre, aujourd'hui, serait en mesure de faire la même déclaration devant la Chambre?

M. Massé: M. le Président, je pense qu'il y a eu

confusion dans ma réponse et la question. Le député de Johnson a apporté sa question sous le couvert que j'étais écoeuré du gouvernement actuel. Je n'ai jamais, en aucune occasion, prononcé une parole semblable. Je l'ai affirmé lundi dernier.

M. Roy: M. le Président, est-ce que le ministre, j'ai pris connaissance d'une nouvelle à l'effet qu'on s'est référé aux propos qu'il a tenus sur les ondes du poste CFDA de Victoriaville, a dit carrément, c'est rapporté textuellement dans les journaux: C'a m'a carrément écoeuré quand j'ai appris ça?

Le Président: A l'ordre!

M. Roy: Evidemment...

Le Président: A l'ordre, s'il vous plaît! Il y a un principe en droit parlementaire; si le ministre a réfuté, vous devez prendre sa parole.

M. Roy: M. le Président, comment le ministre peut-il, ce que je voudrais savoir... c'est quand même un droit pour les députés, lorsqu'on interroge des ministres, de savoir quand ils disent la vérité. Je veux savoir, ici, si c'est la vérité que le ministre nous a dit en Chambre ou si les propos qu'on rapporte aujourd'hui dans les journaux et que j'ai cités textuellement sont les propos réels qu'il a tenus. C'est ce que je veux savoir, c'est un droit des parlementaires, c'est un droit de la Chambre, M. le Président.

J'aimerais que le ministre ait le même courage en Chambre qu'il a lorsqu'il va sur les ondes des postes de radio et qu'il est interrogé par ses électeurs. Je demande au ministre si c'est exact qu'il a dit: C'a m'a carrément écoeuré quand j'ai appris ça; évidemment, le ministre Mailloux étant en vacances, je n'ai pu faire autrement que de lui écrire ma propre insatisfaction.

Est-ce que le ministre peut nous dire, devant la Chambre, si c'est exact qu'il a déclaré cela au poste CFDA de Victoriaville?

M. Massé: M. le Président...

Le Président: A l'ordre, messieurs!

M. Massé: ...j'ai répondu à la question, lundi dernier, du député de Johnson qui lisait un texte que je n'avais pas lu précédemment. Le député de Johnson — vous relirez le journal des Débats — m'a accusé, et il m'a cité, d'avoir déclaré que j'étais écoeuré du gouvernement actuel.

Jamais, en aucune circonstance, je n'ai dit une chose semblable.

M. Roy: M. le Président, ma question est la suivante: Je veux savoir du ministre...

M. Bellemare (Johnson): Il admet qu'il a dit qu'il était écoeuré.

M. Roy: Ma question est simple, est-ce que le

ministre peut nous dire, devant l'Assemblée nationale aujourd'hui, si oui ou non il a dit textuellement les propos sur lesquels...

Le Président: A l'ordre, s'il vous plaît! A l'ordre, messieurs! Messieurs! Quand même! Cela fait trois fois que vous posez la question; vous avez eu deux réponses, je crois, que je considère tout à fait catégoriques. Et une autre chose, un autre principe, et je pense que l'ancien règlement était sage sur cela. On n'a pas voulu tout le répéter mais on disait qu'il n'était pas permis de poser des questions à partir d'articles de journaux.

M. Roy: M. le Président, je m'excuse. Je m'excuse. Il s'agit d'un reportage de paroles textuelles que le ministre a prononcées sur les ondes d'un poste radiophonique. Je pense qu'il est élémentaire qu'à l'Assemblée nationale, lorsqu'on interroge les membres du cabinet, les membres du gouvernement, nous puissions avoir exactement les mêmes réponses que les propos qu'ils tiennent en dehors de l'Assemblée nationale. Autrement, M. le Président, je me demande véritablement à quoi va servir la période de questions, puis je vais me demander moi aussi, à la suite du chef de l'Opposition, ce qu'on vient faire ici.

J'ai posé une question au ministre, il ne m'a pas répondu. La question que je lui ai posée: Est-ce que, oui ou non, il a prononcé ces propos sur les ondes du poste CFDA? C'est ça que je veux savoir.

M. Massé: M. le Président...

Le Président: A l'ordre!

M. Roy: M. le Président, j'ai une autre question à poser au ministre sur le même sujet. Je considère que le ministre ne veut pas répondre. Une question additionnelle.

Le Président: Une question additionnelle.

M. Roy: J'aimerais savoir du ministre s'il a l'intention de demander au ministère des Travaux publics pour quelles raisons il n'y a pas eu de demandes de soumissions publiques pour l'achat de l'ameublement des bureaux de députés. Est-ce que le ministre a l'intention de faire des démarches, suite aux positions qu'il a prises, à l'effet de défendre les entreprises québécoises, les entreprises autochtones? Est-ce que le ministre a l'intention de faire des démarches à ce sujet?

M. Massé: M. le Président, mon collègue du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement est pleinement compétent en cette matière pour répondre à cette question et aussi faire son boulot comme dans le sens de la lettre qu'il vous a lue tout à l'heure, alors que vous pensiez vous-même que les meubles, les ameublements, qui devraient être achetés au Québec, ne l'ont pas été pour une technicité. Mon collègue du ministère des Travaux publics et des Approvisionnements a parfaitement répondu à cette question et je suis

très content de sa réponse; on encourage les fabricants de meubles du Québec.

M. Roy: M. le Président, le ministre n'a pas encore répondu à ma question. Est-ce que j'ai dit qu'il avait fait des soumissions publiques? Dans la page 2 de la lettre du ministre qu'il nous a fait parvenir aujourd'hui, le ministre dit bien dans le deuxième paragraphe: "En ce qui concerne les écrans, les fauteuils, les chaises et les classeurs, les techniques utilisées lors des achats de ces équipements consistent à fournir des devis et normes aux soumissionnaires. Ce que je voulais savoir de vous, M. le Président, c'est si, en tant que ministre et représentant un comté dans lequel se trouvent plusieurs manufacturiers de meubles du Québec, vous avez l'intention de poser des questions précises au ministère des Travaux publics, à savoir pourquoi on n'a pas demandé de soumissions publiques sur ces achats. C'est là qu'est l'objet de ma question. Deuxièmement, est-ce que vous avez l'intention de vous informer auprès du ministère des Travaux publics, à savoir si on fait une distinction entre les entreprises québécoises possédées et dirigées par des Québécois, autrement dit des entreprises autochtones, et des entreprises étrangères établies au Québec? C'est l'objet de ma deuxième question, M. le Président.

M. Mailloux: M. le Président je voudrais, comme titulaire des Travaux publics, répondre au député de Beauce-Sud qu'à compter de la discussion des crédits des Travaux publics tous les fonctionnaires qui ont participé à une telle décision seront présents à la commission, répondront à tous les arguments que voudra invoquer le député de Beauce-Sud. J'espère qu'on va arrêter le charriage pour 1/4 de 1% des achats de meubles du Québec.

M. Roy: M. le Président, je suis très heureux de ce que le ministre vient de nous dire aujourd'hui, à l'effet que les fonctionnaires vont comparaître.

Le Président: A l'ordre! A l'ordre!

M. Roy: M. le Président, j'ai une question à poser...

Le Président: Dernière question supplémentaire.

M. Roy: Dernière question. Je suis très heureux de ce que le ministre vient de dire à l'effet que les fonctionnaires vont comparaître. J'avais demandé, M. le Président, à la dernière séance et j'avais fait parvenir une lettre au secrétariat de la commission des engagements financiers... Est-ce que je vous dérange?

Le Président: A l'ordre, messieurs! A l'ordre!

M. Roy: Je vais vous déranger encore.

Le Président: A l'ordre, messieurs! A l'ordre! A l'ordre!

M. Roy: J'aimerais savoir aujourd'hui si on peut avoir la réponse définitive, la réponse finale, à l'effet que ces fonctionnaires seront présents à la prochaine séance de la commission des engagements financiers.

M. Mailloux: M. le Président, les fonctionnaires seront présents et expliqueront au député de Beauce-Sud qu'il ne s'agit pas d'un achat de \$1 million, mais que, pour chaque type de meuble, il faut un prototype. Dans le cas en question, pour l'achat de quelques milliers de dollars de meubles, le prototype aurait coûté le tiers des meubles en question. Les fonctionnaires seront là pour nous donner les informations pertinentes.

Le Président: L'honorable député de Johnson.

Menace de grève des médecins omnipraticiens

M. Bellemare (Johnson): M. le Président, ma question s'adresse à l'honorable ministre des Affaires sociales. Le ministre serait-il en mesure de nous dire où sont rendues les négociations du gouvernement avec les médecins omnipraticiens qui menacent présentement de faire la grève?

J'aurai, M. le Président, une autre question à la suite de la déclaration du ministre.

M. Bourassa: Première question sérieuse aujourd'hui, M. le Président.

M. Bellemare (Johnson): Est-ce un morceau de fromage?

Une Voix: C'est de la margarine.

Le Président: L'honorable ministre des Affaires sociales.

M. Forget: M. le Président, les négociations, que je conduis avec les deux fédérations médicales, sont en cours effectivement depuis l'été 1974, c'est-à-dire depuis un peu moins d'un an. Il est vrai que les ententes, qui étaient intervenues en 1970, lors de l'entrée en vigueur du régime, ont expiré le 30 juin 1972, mais on sait qu'une disposition de la loi permet de prolonger leur application aussi longtemps que de nouvelles ententes n'ont pas été conclues.

On peut s'étonner du délai qui s'est écoulé entre le moment de l'expiration des premières ententes et le moment où, de part et d'autre, on a jugé opportun de commencer activement les négociations. Cependant, il faut se souvenir que, de part et d'autre, on a voulu avoir l'image de l'expérience du régime non seulement pendant la première année, puisque des modifications étaient à entrevoir dans les comportements, dans la façon dont les services étaient utilisés, mais pendant les deux premières années avant d'en tirer des conclusions qui pourraient se traduire par des propositions qui seraient déposées à une table de négociations. Donc, à partir de l'an dernier, ces négociations progressent; elles progressent, je dois dire, de manière satisfaisante.

Il demeure que plusieurs aspects n'ont pas encore fait l'objet d'une négociation et, en particulier, les aspects financiers qu'il reste encore à explorer. Cependant, sur le plan des clauses normatives, sur le plan des clauses interprétatives du tarif, déjà des discussions ont eu lieu. Bien entendu, il ne serait pas d'intérêt public de faire d'autres commentaires que ceux que je viens de faire sur le contenu de ces négociations, puisque ce n'est, je crois, ni utile, ni constructif de négocier sur la place publique.

Cependant, il est probablement utile de préciser, étant donné les rumeurs, les conjectures qui sont formulées de part et d'autre, que ce que nous recherchons par ces négociations, ce n'est pas un bouleversement ou l'instauration d'un nouveau régime; c'est le perfectionnement d'un régime existant qui, Dieu merci, fonctionne de façon passablement satisfaisante pour l'ensemble de la population et que nous n'avons pas l'intention de bouleverser. Il est clair quedes améliorations, parfois significatives, peuvent intervenir à la fois du point de vue des professionnels impliqués et du point de vue du gouvernement, mais il ne nous paraît pas que l'envergure des problèmes qui peuvent être discutés à ce moment-ci nous amène à des confrontations dramatiques et, donc, à des échéances comme celles dont il a été fait état dans les journaux récemment.

C'est donc dans un contexte de confiance que nous poursuivons ces discussions, confiance qu'il nous sera possible d'en venir à des ententes avec les groupes intéressés.

M. Bellemare (Johnson): M. le Président, question supplémentaire. Je suis très heureux d'entendre l'honorable ministre nous dire qu'il ne croit pas en la possibilité d'une grève, d'abord.

Ensuite, je suis très heureux d'apprendre aussi que des mesures toutes particulières vont être négociées dans la prochaine convention collective, afin que les administrateurs de la gestion des hôpitaux puissent laisser librement le médecin pratiquer véritablement sa profession. Je sais que le ministre est bien au courant, cette question est bien pertinente, cela fait le sujet d'un débat qui est assez long, depuis plusieurs semaines, quant à la gestion des administrateurs d'hôpitaux et particulièrement la responsabilité médicale qu'ont les médecins dans les hôpitaux. Je voudrais savoir du ministre s'il est bien au courant de ce fait que je viens de lui signaler quant aux administrateurs et à la responsabilité qu'ont les administrateurs des hôpitaux via la responsabilité médicale.

M. Forget: M. le Président, je souhaiterais sans aucun doute que le député de Johnson précise un peu sa pensée. Je dois, au début de mes remarques, de toute manière, préciser que le régime d'assurance-maladie n'a jamais eu pour but d'intervenir ou d'autoriser qui que ce soit à intervenir dans l'exercice normal de la responsabilité professionnelle, qu'il s'agisse des médecins ou qu'il s'agisse des autres catégories de professionnels qui sont couverts par le régime. Ni le

régime tel qu'il existe dans le moment, ni celui tel qu'on peut l'envisager à la suite de la conclusion des ententes qui interviendront sans doute un jour, ni dans un cas ni dans un autre ne doit-on imaginer un moment que le gouvernement, que le ministre des Affaires sociales a l'intention de promouvoir ou d'encourager une intervention par des tiers, dans l'exercice des responsabilités professionnelles. Au contraire, d'ailleurs, le gouvernement actuel a piloté à l'Assemblée nationale tout un train de mesures législatives réglementant l'exercice des professions et qui est marqué d'une préoccupation, c'est de s'assurer que les professions et différents corps professionnels se disciplinent eux-mêmes et surveillent eux-mêmes la façon dont ils s'acquittent de leurs responsabilités. Ce n'est pas pour les soumettre à des réglementations ou à des interventions de tierces parties ou de personnes qui sont extérieures aux professions. Ceci n'a jamais fait partie des politiques gouvernementales et n'en fait pas partie actuellement.

M. Bellemare (Johnson): Est-ce que ma question est ma dernière?

Le Président: La dernière.

M. Bellemare (Johnson): Merci, M. le Président, de me l'accorder. Est-ce que le ministre n'a pas reçu, à ce jour, une requête, signée par des médecins du Collège des médecins, lui signalant particulièrement cette intrusion des administrateurs des hôpitaux dans l'exercice de leur profession? Est-ce que le ministre a reçu, oui ou non, un mémoire à ce sujet?

M. Forget: Non, M. le Président, je n'ai pas reçu de mémoire à cet effet. J'ai cependant pris connaissance de certaines déclarations dans les journaux à l'effet que certaines actions du ministère des Affaires sociales étaient considérées par un individu — c'est la seule indication que je puisse avoir à ce sujet — comme une intrusion dans l'exercice de la liberté professionnelle. Or, M. le Président, je trouve absolument incroyable que des suggestions comme celle-là soient faites. Il est exact que le ministère des Affaires sociales, par les lois adoptées par cette Assemblée, doit s'assurer que les lois et les règlements adoptés en vertu de ces lois sont effectivement observés. Dans l'exercice de cette responsabilité de surveillance du respect des lois — j'imagine que personne ne nous incite ou ne nous invite à négliger cette responsabilité — nous sommes appelés à faire des vérifications, des vérifications sur place dans les centres hospitaliers, dans les centres d'accueil, dans les CLSC, dans les garderies, même dans les colonies de vacances lorsque nous y envoyons des enfants, pendant les périodes d'été, des vérifications qui sont absolument essentielles pour vérifier le respect des lois et des règlements.

Dans la poursuite de ces activités, nous sommes amenés à consulter des dossiers, des dos-

siers d'individus qui sont hébergés, qui sont traités dans ces établissements. Il s'agit là d'une pratique qui existe depuis le début de l'assurance-hospitalisation, qui n'a pas changé depuis quinze ans et qui n'avait jamais donné lieu à des difficultés. Je trouve donc inconcevable qu'on nous en fasse reproche aujourd'hui, puisque le gouvernement est, par définition, le seul organisme qui a le devoir et la responsabilité de s'assurer du respect des lois. C'est ce que nous faisons, et au moment même où je parle, il y a effectivement des descentes — parce que c'est le mot que l'on retrouvait dans certaines déclarations reproduites dans les journaux — il y a des inspections sur place qui sont faites par des professionnels à l'emploi du gouvernement, de manière à vérifier du respect des lois et des règlements.

Par exemple, la Loi sur les services de santé et les services sociaux prévoit que les dossiers individuels des patients doivent contenir un certain nombre d'informations. Nous allons vérifier les dossiers pour vérifier la présence de ces informations. Nous nous bornons à vérifier la présence des informations.

Nous ne portons pas de jugement sur la qualité des services, sur l'opportunité des services, mais il est essentiel que les dossiers soient complets. Il est essentiel que les comités qui sont prévus dans les lois et les règlements se réunissent, et le fait qu'ils se réunissent ou pas doit également faire l'objet d'une vérification. Les accusations qui sont faites sont, à mon avis, sans fondement. D'ailleurs, lors de son admission dans un hôpital, tout individu signe sa formule d'admission et signe, à ce moment, également un consentement à ce que les officiers du ministère des Affaires sociales puissent prendre connaissance, dans la limite de leurs responsabilités, des dossiers qui sont maintenus par l'établissement, sous condition de respecter les règles normales de confidentialité.

Or, on sait très bien que lorsque des dossiers médicaux font l'objet d'une inspection par le ministère des Affaires sociales, ce sont des médecins qui font cette vérification, et ces médecins sont tout aussi conscients que leurs collègues en pratique de la nature extrêmement importante des règles de confidentialité, et ils les observent de la même façon que les autres médecins.

Le Président: Un instant, s'il vous plaît!

L'ordre suivant pour les questions sera, le député de Chicoutimi, le député de Drummond et après, il y en aura peut-être d'autres, considérant la longueur de certaines réponses.

Transport en commun au Haut-Saguenay

M. Bédard (Chicoutimi): M. le Président, ma question s'adresse, au premier ministre.

En décembre dernier, devant les maires du Haut-Saguenay, le premier ministre m'affirmait, en Chambre, d'une façon erronée, que le problème du transport en commun était réglé dans le Haut-Saguenay. Le premier ministre sait très bien qu'il

n'en est rien, puisque nous vivons, à l'heure actuelle, dans la région, une crise majeure concernant le transport en commun.

Je voudrais savoir du premier ministre, quand a-t-il l'intention de donner suite à la promesse formelle et personnelle qu'il avait faite lors des dernières élections, de régler rapidement ce problème, autrement que par des subventions qui servent de cataplasme.

M. Bourassa: Je vais vérifier ce que j'avais dit exactement au mois de décembre. Je crois qu'une subvention a été accordée. Le ministre des Transports pourra compléter. Disons que ces jours-ci, c'est la fin de l'année financière. Comme je le disais hier, mon programme est extrêmement chargé, mais je vais essayer de vérifier quand même, entre deux rencontres cet après-midi pour voir exactement la situation dans ce cas. Quant à la politique générale, elle sera annoncée en temps opportun. Le conseil des ministres en a discuté à plusieurs reprises, mais dans le cas particulier qui a trait à la question du député de Chicoutimi, je vais essayer de trouver un moment cet après-midi pour vérifier.

M. Bédard (Chicoutimi): Question supplémentaire, M. le Président. Je ne m'attendais pas à avoir plus de réponse que cela. Je voudrais poser une question supplémentaire au ministre des Transports.

Etant donné que le problème du transport en commun qu'on adans la région, c'est un problème qui existe dans chacune des régions du Québec, je voudrais savoir, de la part du ministre, quand nous aurons l'occasion d'avoir l'élaboration ou la connaissance de l'élaboration d'une politique globale des transports qui viserait à l'intégration du transport en commun, du transport scolaire et même peut-être du transport nolisé du transport interurbain concernant les régions.

M. Mailloux: M. le Président, il y a, depuis quelques mois, des rencontres qui se sont poursuivies entre mon collègue des Affaires municipales et moi-même. C'est le ministre des Affaires municipales qui a, à l'intérieur de ses crédits, les sommes nécessaires à l'aide qui peut être apportée et aux commissions de transport et à certains problèmes de transport en commun dans des localités où il n'y a pas de telles commissions.

Nous avons dit, depuis plusieurs mois, que nous attendions également certaines informations qui nous seraient produites par le gouvernement fédéral. J'ai discuté hier, pendant une période de cinq heures, avec M. Jean Marchand, ministre des Transports d'un autre ordre de gouvernement, et plusieurs fonctionnaires. Il est possible que, du gouvernement fédéral, nous ayons quelques informations prochainement, quant au transport en commun et quant au transport de banlieue. Je pense que le premier ministre avait raison de dire tantôt que quand les différentes discussions qui se déroulent entre mon collègue, les gens d'un autre ordre de gouvernement et le mi-

nistre des Finances seront terminées, il sera peut-être possible, à ce moment, que le gouvernement fasse connaître une politique, non pas de cataplasme, mais qui permette à tous ceux qui oeuvrent dans le transport en commun de connaître l'effort financier qui devra être donné par un milieu donné et l'effort financier qui pourra être apporté en appui à ces transports en commun.

Le Président: Une dernière.

M. Bédard (Chicoutimi): Le ministre des Transports avait parlé aux Fêtes, également d'une aide qui devait être accordée par le fédéral. Pourrait-on savoir quel devait être le mode d'aide promise par le fédéral?

Egalement, je voudrais demander au ministre pourquoi les lignes payantes sont, d'une façon systématique, données à l'entreprise privée — dans notre région, c'est Power Corporation — alors que les lignes non payantes, qui regardent le transport en commun et le transport scolaire, sont remises entre les mains des municipalités et des citoyens qui doivent assumer une partie des déficits à même les taxes qu'on leur impose.

M. Mailloux: M. le Président, je ne me rappelle pas le problème dont parle le député de Chicoutimi quant à un transport qui serait exploité par Power Corporation.

M. Bédard (Chicoutimi): C'est la compagnie Voyageur.

M. Mailloux: Il me semble que le ministère des Transports, l'an passé, a fait connaître sa volonté bien exprimée pour que dans les 40 municipalités ou villes du Québec, où il y avait déjà un transport en commun, le transport scolaire se fasse dans les mêmes véhicules ou avec la même compagnie qui fait le transport en commun, de manière à rentabiliser davantage cette industrie qui connaît des déficits.

J'ai exprimé moi-même, il y a déjà plusieurs mois — je pense même avoir fait une déclaration ministérielle à cet effet — que, dans les commissions de transport, que ce soit celle de Montréal, de l'Outaouais ou de Québec, le gouvernement préconisait, lorsqu'il y avait d'autres systèmes de transport à organiser pour d'autres fins, qu'afin de rentabiliser et éviter des déficits plus difficiles à accepter, ce soit confié à ces entreprises de transport.

Quant aux discussions qui se poursuivent entre mon collègue et le gouvernement fédéral, elles sont peut-être à un état où il ne m'est pas possible de faire une déclaration pour un autre ordre de gouvernement. Aussitôt qu'il sera possible de le faire, je pense que ce gouvernement fera connaître sa position et le gouvernement du Québec fera connaître la sienne.

Le Président: L'honorable député de Drummond.

Difficultés de l'industrie textile

M. Malouin: M. le Président, ma question sera peut-être peu intéressante pour les membres de l'Opposition officielle ou non officielle, parce qu'elle ne cherche à salir personne. J'aimerais savoir du ministre de l'Industrie et du Commerce, qui nous annonçait la semaine dernière une rencontre avec le comité patronal-syndical sur le textile, présidé par l'abbé Dion, si cette rencontre a effectivement eu lieu et quelles en sont les résultats.

M. Saint-Pierre: M. le Président, nous avons eu, lundi matin, à Montréal, une rencontre de trois heures avec le comité patronal-syndical présidé par l'abbé Dion, pour l'industrie du textile. A la suite de cette rencontre, je transmettais aujourd'hui même à M. Gillespie, ministre fédéral de l'Industrie et du Commerce, responsable des barrières tarifaires pour l'importation de textiles, un télégramme que je rendrai public aujourd'hui. Essentiellement, nous le pressions de donner suite à la mise en application des quatre recommandations qu'il avait acceptées.

Cette mise en application implique des négociations bilatérales. Le gouvernement fédéral a actuellement des négociateurs dans d'autres pays. Nous tenons à accélérer le processus, de même que la prise en considération, en ce qui touche les filés de polyester, de la possibilité d'implanter une surtaxe.

Mais peut-être d'une façon plus fondamentale, avec les représentants à la fois patronaux et syndicaux, nous avons convenu de l'urgence, pour le Canada, de revoir peut-être complètement les mécanismes qui sont actuellement en place pour nous permettre de réagir beaucoup plus rapidement lorsque des changements dans les situations économiques demanderaient des réactions beaucoup plus rapides que les mécanismes que nous avons actuellement nous le permettent, compte tenu des délais pour obtenir les statistiques ou la prise en considération des rapports.

De même, pour les prochaines négociations du GATT, nous croyons qu'il y a lieu, pour les deux niveaux de gouvernement, avec l'industrie, d'avoir une approche substantiellement différente de celle qui a eu cours dans le passé pour l'industrie du textile.

Le Président: Les deux dernières questions, sans trop de questions supplémentaires: l'honorable député de Rouyn-Noranda et l'honorable député de Nicolet-Yamaska.

Taxation de la machinerie des industries

M. Samson: M. le Président, je voudrais adresser ma question au premier ministre. Cette question fait suite à la rencontre qu'il a eue, lundi dernier, dans la région du Nord-Ouest québécois, avec les maires de la région. C'est une question qui lui était posée par le maire de Noranda concernant l'évaluation foncière et l'enlèvement de l'évaluation concernant la machinerie. Le premier mi-

nistre, je pense, devait prendre cette question en délibéré, en discuter avec son collègue des Affaires municipales et donner une réponse ces jours-ci. Je voudrais demander au premier ministre quelles seront les réponses apportées par le gouvernement à ces questions, parce que, dans le cas spécifique de la cité de Noranda — et cela intéresse également plusieurs autres municipalités — il y a eu une perte d'un demi-million de dollars sur l'exercice financier de trois ans. Est-ce qu'il y aura des subventions statutaires compensatoires proportionnelles aux pertes subies ou si on peut s'attendre qu'il y ait des amendements à la loi pour redonner aux municipalités ce pouvoir de taxation sur la machinerie des industries?

M. Bourassa: M. le Président, plusieurs représentations m'ont été faites sur cette même question. Je suis même en retard d'une demi-heure. Je vois les représentants de la ville de La Tuque qui ont le même problème avec l'usine de Canadian International Paper, de la CIP, au même endroit. Alors, quand j'aurai toutes les représentations des municipalités qui sont les plus affectées, Rouyn-Noranda et d'autres municipalités, j'ai l'intention d'en discuter avec le ministre des Affaires municipales pour voir quelle formule pourrait être trouvée, tenant compte du fardeau fiscal, tenant compte de la capacité de payer des contribuables dans ces villes-là.

M. Samson: Question supplémentaire, M. le Président.

Etant donné que les discussions n'ont pas encore eu lieu avec le ministre des Affaires municipales, qu'il y a d'autres représentations, et étant donné que le premier ministre, en faisant le tour du Québec, a rencontré les maires presque partout, est-ce qu'on peut attendre du premier ministre qu'il fixe une date où il pourrait donner une réponse, et est-ce qu'on pourrait avoir au moins une acceptation de principe d'une aide?

Je ne veux pas que le premier ministre me dise immédiatement la sorte d'aide possible s'il n'est pas capable de le faire présentement, mais est-ce qu'on pourrait au moins avoir son consentement de principe d'une aide à ces municipalités qui ont subi des pertes?

M. Bourassa: M. le Président, d'abord ma tournée n'est pas terminée. J'ai même l'intention de l'intensifier. L'accueil que je reçois partout est très chaleureux et très encourageant...

M. Samson: M. le Président, si le premier ministre continue comme ça, il ne pourra pas finir sa tournée.

Qu'il réponde à ma question, j'ai posé une question très sérieuse, je ne veux pas de la propagande. Dites-nous si vous allez les aider ou si vous ne les aiderez pas.

M. Bourassa: A Sherbrooke, le député de Johnson était absent, on a remarqué son absence quand j'y suis allé, cependant il avait d'excellentes raisons, mais le député de Rouyn-Noranda était là,

lui, hier. Il a pu quand même constater qu'à l'occasion de ces tournées, il pouvait se faire un dialogue très utile. Je serai à Hull dans quelques semaines et dans toute...

M. Samson: ... que vous répondiez là.

M. Bourassa: Ce que je dis au député de Rouyn-Noranda, on a vu dans les crédits budgétaires qui ont été déposés hier...

M. Samson: Pas de propagande.

M. Bourassa: ... les sommes considérables additionnelles...

M. Samson: De grâce une réponse, pas de propagande, une réponse.

M. Bourassa: M. le Président, je peux quand même répondre que l'aide aux municipalités passe de 5.5% à 8.8% du budget. Je ne parle pas en termes absolus...

M. Samson: Ce n'est pas ça que je veux savoir.

M. Bourassa: En termes relatifs.

M. Samson: Allez-vous répondre à ça, là?

M. Bourassa: Je veux démontrer au député de Rouyn-Noranda, quand même, j'ai le droit de répondre d'une façon complète...

M. Samson: C'est un droit que vous avez, mais exercez-le...

Le Président: A l'ordre, s'il vous plaît! S'il vous plaît!

M. Bourassa: Je dis au député de Rouyn-Noranda que le gouvernement a fait la preuve qu'il voulait aider les municipalités. Je dis en proportion, parce qu'en termes absolus, à cause de l'inflation, on peut toujours atténuer l'augmentation pour des raisons d'inflation. Mais en termes de proportion, l'aide aux municipalités est passée de 5.5% à 8.8% ou 8.2%, si ma mémoire est bonne. C'est dans cet ordre-là, une augmentation très importante de l'aide aux municipalités.

Dans ces cas particuliers qui me sont soulevés, je vais en avoir un autre tantôt, j'en aurai probablement d'autres au cours du mois d'avril, si on vient à la conclusion qu'on doit apporter des amendements, on le fera, comme on l'a fait à plusieurs reprises. Mais je pense qu'on doit avoir un dossier aussi complet que possible avant de le faire, afin d'agir d'une façon responsable comme d'habitude.

Le Président: Dernière question.

L'honorable député de Nicolet-Yamaska.

Crédits du ministère de l'Agriculture

M. Faucher: M. le Président, le ministre des

Finances pourrait-il rappeler les raisons pour lesquelles le secteur de l'agriculture n'a pas eu d'augmentation lors de l'annonce des crédits faite hier?

M. Bourassa: L'Opposition a été démagogique, sur cette question-là.

M. Garneau: M. le Président, si j'employais les termes de mon collègue du Travail, je dirais que j'ai mon maudit voyage.

J'ai, hier, déposé les crédits et rencontré les media d'information, comme il se doit, et ai répondu à un certain nombre de questions sur l'ensemble des crédits et également sur les crédits du ministère de l'Agriculture.

J'ai indiqué, à ce moment-là, et les media l'ont rapporté avec justesse, que pour des raisons techniques, ça s'est toujours fait comme ça, nous comparons, lorsque nous déposons les crédits, au début de l'année, ces crédits à ceux autorisés par l'Assemblée nationale au 31 décembre de l'année précédente.

Comme, l'an dernier, il y a eu un peu plus de \$60 millions de budget supplémentaire qui ont été adoptés par cette Chambre avant le 31 décembre, nous sommes dans l'obligation, pour des raisons techniques, et je ne pouvais pas faire une exception pour l'agriculture, on m'aurait accusé d'avoir voulu camoufler la vérité si j'avais agi autrement.

Il a fallu comparer les crédits 1975-76 avec les crédits 1974-75, non pas du début de l'année mais ceux du 31 décembre qui comprenaient un budget supplémentaire d'au-delà de \$60 millions.

J'ai indiqué à ce moment-là également que, l'an dernier, nos budgets supplémentaires avaient été accordés pour venir en aide aux producteurs agricoles qui avaient à faire face à des situations particulières, suite à une baisse dans les prix de vente de leurs produits et, simultanément, une augmentation des coûts.

Au cours de l'année 1975-76, c'avait été clairement indiqué par le gouvernement et c'a été indiqué par le ministre de l'Agriculture, il y a même eu un avant-projet de loi qui a été discuté en commission parlementaire, à l'effet que la stabilisation des revenus agricoles allaient passer à travers les mécanismes d'une loi qui allait être proposée à cette Assemblée et, nous l'espérons, adoptée au cours des prochains mois. Comme c'est le cas dans chaque loi, les crédits qui sont utilisés pour l'application de cette loi, au cours de la première année d'activité, sont prévus dans la loi et non pas dans les crédits déposés à l'Assemblée nationale. D'ailleurs, M. le Président, comment voulez-vous que le ministre des Finances ou le président du Conseil du trésor, ses fonctionnaires puissent déterminer maintenant — et ce n'est pas maintenant puisque, pour déposer les crédits hier, il a fallu fermer les livres, si on peut dire, à la fin de décembre 1974 ou début de janvier — le contenu précis d'une loi qui allait être adoptée par l'Assemblée nationale dans les mois à venir?

C'est la même situation qui prévaut pour la loi du cinéma; les crédits qui seront affectés à l'appli-

cation de la loi du cinéma seront contenus, pour la première année d'activité, dans le texte législatif. Donc, c'est la même affaire pour la loi de stabilisation des revenus agricoles.

M. le Président, je voudrais ajouter une chose. Voici ce que certains journalistes ont fait, et avec raison, c'était leur point de vue, c'était leur opinion, et je leur ai d'ailleurs dit moi-même, lorsqu'ils ont pris le budget brut de \$8,195,000,000, où nous indiquons un taux de croissance d'environ 13%. Parce que la technique budgétaire, et cela s'est fait depuis des années, c'est de comparer les crédits nouvellement déposés à ceux autorisés par l'Assemblée nationale au 31 décembre 1974, ils ont dit: Pour avoir une meilleure idée — c'est leur droit et c'est une opinion fort juste — nous allons comparer le taux de croissance entre les crédits déposés maintenant et ceux déposés au mois de mars 1974. A ce moment-là, cela ne donne pas 13%, ça donne 23% ou 24% d'augmentation. Ce qui est une analyse qui vaut et autant qu'une autre analyse.

Mais quand ils reviennent à l'agriculture, M. le Président, certains oublient de suivre le même mécanisme. S'ils avaient suivi le même mécanisme, au lieu de soumettre qu'il y avait une baisse dans les crédits du ministère de l'Agriculture, ils auraient indiqué que, crédits déposés aujourd'hui versus crédits déposés en mars 1974, c'est une augmentation d'au-delà de 50% des crédits du ministère de l'Agriculture.

De plus, M. le Président, je voudrais ajouter, et je l'ai dit l'an dernier également lorsque le même problème, lorsque des gens — j'écoutais le chef de l'Opposition faire des commentaires sur le budget; évidemment, il n'en est pas à une démagogie près mais il a continué dans le même sens que dimanche dernier, il a parlé des crédits de l'agriculture qui étaient baissés. Il me semble que quelqu'un qui n'est pas averti, quelqu'un qui ne connaît rien dans l'administration publique, qui n'a jamais vu de budget peut commettre ce genre d'erreur, et je lui pardonne. Mais, pour quelqu'un qui a suivi les débats de l'Assemblée nationale et qui se pique d'être un homme averti, il devrait constater que depuis 1972 les budgets de l'agriculture au Québec ont augmenté de 70% dans l'espace de deux ans. Il me semble que cela donne l'image, cela donne la réalité de ce que le gouvernement actuel a fait pour l'agriculture. Je remercie le député de Yamaska de m'avoir posé cette question qui me permet de faire le point. J'espère qu'on constatera, on analysera la réalité et non pas faire dire à des chiffres des choses qui sont en dehors de la réalité, en dehors de ce que le gouvernement a fait et ce qu'il a annoncé qu'il ferait pour la classe agricole québécoise.

M. Roy: Question additionnelle, M. le Président.

Le Président: Question additionnelle.

L'honorable député de Beauce-Sud.

M. Roy: Je demanderais au ministre de l'Agriculture, compte tenu de tout ce qu'il vient de nous dire, pour quelle raison que tout ce qu'il nous dit

s'applique uniquement au ministère de l'Agriculture. C'est toujours le seul ministère qui, à l'occasion du dépôt des crédits, a une diminution par rapport à l'année précédente. J'aimerais savoir du ministre s'il s'agit d'un manque de politique de la part du ministère de l'Agriculture ou d'une absence de solutions à l'endroit de la classe agricole qui oblige le gouvernement à revenir avec des budgets supplémentaires après que les agriculteurs ont été obligés de manifester et de faire toutes sortes de réunions, de déclarations, de manifestations et de protestations.

J'aimerais que le ministre nous dise pourquoi c'est uniquement ce ministère qui est victime de cette situation.

M. Garneau: M. le Président, à ce que je sache, ce n'est pas la première année, en 1974 et en 1975 qu'il y a eu des budgets supplémentaires pour l'agriculture et il y a longtemps que les cultivateurs n'avaient pas fait de manifestations. Mais je, demanderais au député de Beauce-Sud, suite à sa question, s'il est capable de me dire, lui, en décembre d'une année, s'il y aura une sécheresse au cours de l'été qui va venir, s'il va y avoir des inondations, s'il va y avoir des gels prématurés à l'automne qui vont venir dévaster les récoltes; s'il est capable de me dire cela avec précision et de me dire exactement comment l'aide aux agriculteurs peut faire face à ces dommages causés par la nature, s'il est capable de me dire cela, à ce moment-là, je pourrai mettre intelligemment des sommes dans le budget de l'agriculture pour prévoir ces événements-là. Et, s'il est capable de me dire également, au mois de décembre d'une année, qu'au mois d'août, au mois de septembre de l'année suivante, au mois de janvier, que les prix des oeufs auront baissé de \$0.10 la douzaine, ou encore que le prix du boeuf aura baissé de \$0.05 la livre ou encore que les brebis, comme cela a été le cas récemment, on est intervenu pour donner des subventions spéciales aux éleveurs, aux cultivateurs qui se spécialisent dans l'élevage des brebis, dans l'élevage des dindons, etc.. s'il est capable de me dire un an à l'avance, quels seront les prix du marché huit mois plus tard... M. le Président, s'il admet des boules de cristal, j'aimerais qu'il me les passe ou me les vende, qu'il me dise comment cela fonctionne, moi je n'en ai pas.

Ce que nous avons voulu faire, par contre, voyant que l'expérience amenait des variations presque annuelles dans ces questions, nous avons décidé de présenter à l'Assemblée nationale, une loi de la stabilisation des revenus agricoles. Il y a eu un avant-projet d'étudié et cette loi va permettre de dégager au fur et à mesure des besoins, parce qu'elle va constituer un fonds, les sommes nécessaires pour stabiliser le revenu des agriculteurs pour qu'ils ne soient pas soumis à des baisses de revenu à cause d'événements qui sont complètement en dehors de leur contrôle, soit à la suite d'inondations ou d'événements de la nature, soit à cause de baisses de prix qui sont causées par des facteurs extérieurs, ou encore à la suite d'augmentations dans leurs coûts de production

qui sont occasionnés par des choses complètement différentes ou en dehors de leur contrôle.

M. Roy: Le ministre vient de nous prouver que dans le cas de l'agriculture, on fonctionne encore...

Le Président: A l'ordre! A l'ordre, messieurs! Affaires du jour.

M. Roy: Avant de passer aux affaires du jour, M. le Président, il y a une question que j'aimerais poser au représentant, au leader adjoint de la Chambre. A la suite d'une question qui avait été formulée la semaine dernière, par l'Opposition officielle et par moi-même, j'aimerais savoir si la commission du travail et de la main-d'oeuvre, relativement à ce qui a trait à la Commission des accidents du travail, va siéger avant l'ajournement de nos travaux de Pâques. Les informations, aujourd'hui, indiquent que c'est la dernière journée et, à ce que je sache, la commission n'a pas été convoquée. J'aimerais savoir de la part du leader adjoint du gouvernement, quelles sont les intentions du gouvernement vis-à-vis de cette commission parlementaire que nous réclamons depuis un an.

M. Bienvenue: Je suis "croyablement" informé, qu'elle siégera, jeudi, le 10 avril.

Le Président: Affaires du jour.

M. Bienvenue: Article 63) M. le Président, je fais motion pour que vous quittiez maintenant le fauteuil et que la Chambre soit transformée en commission plénière, pour étudier les crédits provisoires, le sixième.

Le Président: Cette motion est-elle adoptée? Adopté.

M. Burns: M. le Président, je sais que le député de Saint-Jacques veut intervenir sur cette question et je me demande si on ne pourrait patienter, il est sorti de la Chambre pour à peine quelques secondes.

Le Président: Bien oui, il ne peut pas; cette motion n'est pas susceptible de débat, la motion de la formation de la commission plénière...

M. Burns: Ah, excusez. D'accord.

Le Président: Cette motion est-elle adoptée? Adopté. Le député de Gatineau.

Etude des crédits provisoires

M. Gratton (président de la commission plénière): A l'ordre, messieurs! La commission plénière étudie, cet après-midi, le projet de loi no 18, Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année fi-

nancière se terminant le 31 mars 1976, et pour d'autres fins du service public.

L'article 1 sera-t-il adopté?

M. Garneau: M. le Président...

M. Léger: M. le Président...

Le Président (M. Gratton): L'honorable ministre des Finances.

M. Garneau: M. le Président, j'aurais quelques commentaires d'ordre général. Evidemment, il s'agit d'un projet de loi qui nous permettra d'avoir les crédits nécessaires pour engager et payer les dépenses gouvernementales pour les deux premiers mois d'opération, en attendant que l'ensemble du budget puisse être adopté.

Nous demandons le sixième du budget, tel que prévu au règlement, avec un certain nombre d'exceptions et c'est le cas de l'enseignement élémentaire public, de l'enseignement secondaire public, de l'enseignement universitaire. Dans ces trois premiers cas et dans le cas qui suivra tout à l'heure, il s'agit des mêmes raisons qui ont été évoquées l'an dernier, étant donné la "cédule" des paiements qui doivent être effectués au secteur public des commissions scolaires, au primaire et au secondaire. C'est prévu dans la loi que des versements doivent s'effectuer en avril et en octobre. Les paiements à effectuer en avril dépassent le sixième, puisque ce sont des paiements qui se font deux ou trois fois par année. Pour les universités, c'est la même chose.

Pour ce qui est de la promotion du sport et du développement des loisirs, il y avait des organismes subventionnés — c'est le même cas, d'ailleurs, qu'on a soumis l'an dernier à cette Chambre, dans les crédits provisoires — qui avaient des difficultés à faire face à leurs engagements financiers. Ils ont signé un protocole d'entente avec le Haut-Commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports pour connaître exactement à quel moment les subventions, qui leur sont versées annuellement, pourraient être disponibles. L'entente qui est intervenue prévoit qu'une partie importante de ces subventions devient payable au début de l'exercice financier, ce qui explique, comme ce fut le cas l'an dernier, la nécessité d'avoir plus qu'un sixième pour cette tranche.

Pour ce qui est des Terres et Forêts, nous avons entrepris, l'an dernier, un programme spécial en vue de combattre la dévastation des forêts parce qu'on appelle la tordeuse des bourgeons de l'épinette. Il s'agit d'un programme d'arrosage qui coûte une dizaine de millions de dollars par année.

Comme les opérations se font et doivent être prêtes pour être exécutées en mai, juin, il faut qu'il y ait des engagements pour la location des avions qui servent à épandre ces insecticides, et il faut également retenir le personnel qui prépare toutes ces opérations.

Finalement, pour le programme 4 des Terres et Forêts, il s'agit là aussi d'engagements pris en vertu de l'arrêté en conseil pour le rachat de

concessions forestières. Lorsque les contrats ont été signés, les ententes sont intervenues, ententes qui, d'ailleurs, ont été rendues publiques, et les arrêtés en conseil ont déjà été déposés à cette Assemblée, du moins selon l'information qu'on m'en a donnée, et les exposés faits lors de la défense des crédits. Il y avait eu des ententes pour échelonner les dates de paiement. Dans le cas de deux de ces rachats de concessions forestières, les dates de paiement arrivent en mai et il est nécessaire d'avoir un douzième additionnel.

La dernière exception touche le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche. Il s'agit du paiement du dernier versement pour respecter le contrat qui est intervenu entre le gouvernement, le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche, les Travaux publics et l'entreprise Consolidated Bathurst pour l'achat de l'île d'Anticosti. Il avait été convenu que le dernier paiement se ferait au cours du début de l'exercice financier 1975-76, de même que pour l'acompte versé en attendant la décision du tribunal d'expropriation pour le rachat du mont Saint-Bruno. Il s'agit également de tranches additionnelles pour être en mesure de faire face aux obligations du gouvernement en attendant que l'ensemble du budget soit adopté.

Le Président (M. Gratton): Le député de Lafontaine.

M. Léger: M. le Président, ce qui me surprend, à ce stade-ci, c'est qu'il y a des ministres qui viennent demander, de façon normale, des crédits supplémentaires. On doit les voter. Les ministres qui les demandent sont absents. Moi, j'avais des questions à poser au ministre de l'Éducation qui demande, à l'article 2b), 2c), 2d), 2e), 2f), des crédits supplémentaires. Le ministre s'attend qu'on va adopter cela sans qu'on puisse poser des questions. Comment se fait-il qu'il ne soit pas là?

M. Garneau: Je pense que le député de Lafontaine devrait utiliser le terme "crédits provisoires".

M. Léger: Crédits provisoires, si vous voulez, mais le ministre n'est pas provisoire, il est au moins permanent pour l'année, j'espère, il devrait être présent pour qu'on puisse lui poser des questions. Je trouve cela malheureux qu'il n'y ait que le ministre des Finances et le ministre adjoint ou le ministre d'État aux Affaires sociales qui soient présents pour étudier des crédits provisoires.

M. le Président, moi, je voulais simplement formuler le problème qui vient de survenir et j'aurais voulu avoir des réponses du ministre de l'Éducation. C'est qu'actuellement, M. le Président, je viens d'apprendre, il y a quelques minutes, qu'à l'Université du Québec à Trois-Rivières, il y a un lock-out et que l'université a décidé de fermer ses portes jusqu'à mardi prochain, à l'occasion du conflit qui l'oppose au syndicat des employés.

M. le Président, les membres travailleurs, les membres du syndicat ont émis un communiqué en affirmant qu'ils avaient reçu leur salaire au-

jourd'hui qui devait être un salaire pour une période de quinze jours et que le chèque ne comprenait qu'un salaire de trois jours.

M. le Président, il y a un lock-out à l'Université du Québec, la partie patronale accuse le syndicat de vouloir faire, de ce conflit, un conflit-test pour les autres négociations qu'il va y avoir dans le reste du Québec. Je voulais avoir, du ministre de l'Education, qui n'est pas là, qui, je pense, devrait être là, puisqu'on étudie les crédits provisoires, j'aurais voulu avoir des réponses là-dessus, s'il est au courant, s'il entend intervenir là-dedans. Je soulève le point, et je ne pense pas que le ministre des Finances soit au courant. Je veux simplement souligner que c'est malheureux que pour adopter des crédits les ministres soient absents. Je pense que c'est leur rôle d'être présents pour qu'on réponde à nos questions.

M. Garneau: M. le Président, je ne comprends pas l'attitude du député de Lafontaine. J'ai essayé de savoir, à un moment donné, s'il y avait... Évidemment, des crédits provisoires, c'est un processus qui, au début de chaque session, se représente d'une façon générale. Comme les crédits détaillés seront étudiés ou doivent être étudiés dans les jours qui suivent — dans le cas du ministère de l'Education, suivant les informations que j'ai, ce sera dès le retour des vacances de Pâques — d'une façon générale, les crédits provisoires c'est plutôt une formalité qu'une discussion en profondeur, essayer de voir s'il y avait des questions qui auraient pu être posées.

L'autre jour, j'en causais un peu avec le leader parlementaire. Il dit: Je ne peux pas vous en donner l'assurance, mais normalement cela ne devrait pas être un grand débat. J'ai indiqué à certains de mes collègues qu'il pourrait peut-être y avoir des questions qui seraient posées, mais, aucun avis n'ayant été donné, je n'ai pas voulu leur imposer de rester ici sans savoir si leurs lumières seraient requises. Le ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche...

M. Léger: M. le ministre, la seule raison, c'est qu'à l'occasion de l'étude des crédits provisoires on peut parler de tous les sujets et là, particulièrement, il y a un sujet qui était brûlant, d'importance et qui était urgent. C'était la raison pour laquelle je posais la question. Mais normalement, même s'il n'y avait pas eu ce conflit subit, cette décision subite de la partie patronale à l'Université du Québec à Trois-Rivières, un ministre qui demande des crédits aurait dû être présent pour répondre, au moins, à certaines questions là-dessus, et c'était normal de poser ces questions. Je ne veux pas blâmer le ministre qui est présent actuellement, mais c'est malheureux qu'il ne soit pas là.

M. Garneau: Je ne blâme pas le député de Lafontaine de dire qu'il veut poser des questions. Ce n'était pas cela le sens de mon intervention. C'était plutôt de lui dire que, d'une façon générale, l'adoption des crédits provisoires est plus une formalité qu'une question d'analyse en profon-

deur. D'ailleurs, tout à l'heure, j'ai essayé moi-même de retracer le ministre de l'Education, puisque le député de Saint-Jacques m'avait dit qu'il avait une question à lui poser. Je n'ai pas été capable de le rejoindre. Probablement qu'il était entre la Chambre et son bureau du ministère ou son pied-à-terre ici à l'Assemblée nationale. J'ai demandé qu'on essaie à nouveau de vérifier... On me dit qu'il n'est pas à cet endroit. Malheureusement, je ne suis pas en mesure de faire des commentaires, personnellement, sur un conflit qui pourrait venir de surgir à l'Université du Québec à Trois-Rivières.

Je peux répondre, par exemple... D'ailleurs, les documents ont été transmis disant pourquoi il nous fallait un douzième additionnel, à cause des lois qui existent des commissions scolaires aux niveaux primaire et secondaire, mais pas pour des détails.

M. Lessard: Merci, M. le Président.

Le ministre comprendra d'abord que je suis d'accord qu'il y a une question de principe; normalement il n'y a pas une longue discussion quand on accepte les crédits provisoires.

Cependant, il y a des sujets bien spécifiques dont nous parle, d'ailleurs, le ministre. On parlait tout à l'heure du ministère de l'Education. En particulier, par exemple, je vois à l'article 2g) un douzième additionnel de crédits du programme 3 du ministère des Terres et Forêts. On est d'accord sur cela, M. le Président, cela cadre à l'intérieur d'une politique qui est déjà connue à savoir l'arrosage contre la tordeuse de bourgeons.

A l'article 2h), M. le Président, le ministre nous explique que le montant de \$1,890,191.66 concerne la politique de rachat des concessions forestières. C'est en décembre dernier qu'on a adopté le projet de loi no 27, et l'article 27 de ce projet de loi précise le rachat des concessions forestières.

Le ministre nous dit que les documents nous auraient été transmis. Je vais vérifier, M. le Président, mais, en ce qui me concerne, je n'ai pu voir ces documents. J'aurais aimé connaître, du ministère des Terres et Forêts, quelles sont les concessions forestières qui vont être rachetées. J'avais demandé à plusieurs reprises — parce que le ministre comprendra que, quand on a voté pour l'adoption de ces crédits pour des fins spécifiques, on ne peut plus revenir en arrière, sinon discuter du principe, discuter des modalités. Mais on aura, à ce moment, voté le montant de \$1,890,191.66. Voté sur quoi? On ne le sait pas. On nous dit: Il s'agit d'un rachat de concessions forestières.

A plusieurs reprises, j'étais intervenu en commission parlementaire pour demander au ministre des Terres et Forêts de nous donner un certain nombre de normes et de critères sur lesquels il pourrait se baser pour faire le rachat des concessions forestières.

M. le Président, je n'ai pas encore ces normes et ces critères. En tout cas, à ma connaissance, on ne les a pas encore reçus.

Deuxièmement, M. le Président, je sais que le

ministre des Terres et Forêts est en négociation avec Quebec North Shore...

M. Garneau: Le député de Saguenay me permettrait-il de lui dire qu'il s'agit du rachat de concessions forestières de la compagnie Fraser, qui a été effectué en mars 1973, et de la compagnie Gagnon et Frères, qui a été effectué le 17 avril 1973? D'après les informations que m'ont données mes fonctionnaires, ces documents avaient été déposés à ce moment. Il s'agissait d'un des versements.

C'est le dernier, d'après les précisions qu'on m'a données, \$1,123,000, qui deviennent dus le 1^{er} mai 1975, les autres versements ayant été faits en 1973, le 31 mars 1973, le 1^{er} mai 1973 et le 1^{er} mai 1974, pour le cas de la Fraser. Dans le cas de Gagnon et Frères, il y a une somme de \$552,000, qui est la balance, qui devenait due au mois d'avril 1975, les autres sommes ayant été payées en 1974 et lors de la signature de la rétrocession, \$10,000, au mois d'avril 1973.

Alors s'il s'agit seulement de ces deux concessions forestières, qui ont été négociées antérieurement, pour lesquelles des discussions — ce qu'on m'avait dit — avaient eu lieu lors de l'analyse des crédits du ministère, il s'agissait plutôt d'effectuer le dernier paiement qui, à cause des contrats, arrivait à échéance à ce moment-là.

M. Lessard: D'accord, M. le Président. Les dernières informations du ministre me font penser, dans les deux cas en question, que nous avons reçu ces documents et que nous en avons discuté, mais le problème que je me posais, c'est que je sais qu'actuellement, le ministère des Terres et Forêts est en négociation avec Quebec North Shore pour racheter Quebec North Shore. Alors là, cela va, M. le Président. J'ai les informations. Il s'agit de faire les derniers paiements concernant le rachat de ces concessions.

M. Morin: J'ai une question très brève pour le ministre des Finances, M. le Président. Pourrait-il nous donner ses prévisions de revenus et dépenses, peut-être un peu plus précises que celles qu'il nous donnait l'an dernier?

M. Garneau: Je ne saisis pas le sens de la question du député. Est-ce qu'il parle de l'année 1974-75 ou de l'année 1975-76?

M. Morin: Je parle de 1975-76.

M. Garneau: Pour 1975-76, M. le Président, on comprendra que je ne puisse pas le faire maintenant. Mon discours sur le budget, suivant la cédule de travail qu'on a planifiée, aura lieu le 17 avril prochain. C'est à ce moment-là que je ferai connaître les prévisions de revenus pour l'an prochain et également s'il y a lieu, des besoins de financement.

M. Morin: Bon. Et pour l'année 1974-75?

M. Garneau: Pour l'année 1974-75, je serai en

mesure d'avoir les résultats — du moins les fonctionnaires m'ont donné la date du 3 avril — lorsque les entrées de mars seront complétées, et, lorsque je déposerai mon budget, le 17 avril, j'aurai les revenus et dépenses véritables, avec une marge de sécurité qui va être pour les dernières finalisations des comptes. On aura onze mois, certain, d'entrées et un mois de probable, mais un probable qui sera beaucoup plus précis que par les années passées, puisque nous serons déjà rendus au 17 avril. Je déposerai, à ce moment-là, les documents, ce que je ne pourrais pas faire maintenant parce que les derniers chiffres ne sont pas encore disponibles.

M. Roy: M. le Président, j'ai des remarques un peu générales à faire. Je n'ai pas l'intention d'entrer dans des détails particuliers, parce que nous aurons l'occasion de le faire lors de l'étude des crédits de chacun des ministères.

M. le Président, aujourd'hui, avec l'étude de ce projet de loi concernant les crédits provisoires, nous sommes en train de créer, en quelque sorte, un précédent. En 1970, lorsque la Chambre a été convoquée, il est entendu que la Chambre a été convoquée à nouveau, avec l'élection d'un nouveau gouvernement, après le 1^{er} avril, puisque les élections avaient eu lieu le 29 avril. Le gouvernement n'avait pas le choix. Il fallait qu'il prépare sa politique budgétaire et qu'il fasse connaître son budget, son estimation des dépenses après le 31 mars.

Mais cette année, pour la première fois depuis 1970, on nous demande de voter des crédits provisoires avant — pour la première fois depuis 1970 — que la politique budgétaire du gouvernement ne soit connue. En 1971, 1972, 1973 et 1974, le discours du budget a eu lieu le dernier jeudi du mois de mars. On pourrait référer aux dates. Alors lorsque nous avons voté les crédits provisoires pour permettre au gouvernement de faire les déboursés, lorsque nous avons eu à nous prononcer sur les crédits provisoires, nous étions déjà au courant, nous étions informés, de la politique budgétaire du gouvernement pour l'année à venir.

Cette année, c'est le contraire. Pourquoi le gouvernement agit-il ainsi? Parce que, justement, la fête de Pâques arrive le 30 mars. Mais il y a aussi une autre raison. C'est que le gouvernement a convoqué la Chambre une semaine trop tard. Je pense qu'il faut dire ces choses.

Pour quelle raison a-t-on attendu si longtemps avant de convoquer la Chambre, cette année? C'est une question que nous sommes en droit de nous poser. S'agit-il d'une question de stratégie? S'agit-il d'un engagement que le gouvernement a pris quelque part ou est-ce parce que le gouvernement n'avait pas trop intérêt à ce que la Chambre siège trop longtemps avant l'ajournement pour la fête de Pâques? Ce sont autant de questions que nous pouvons nous poser.

Il n'est pas normal aujourd'hui de demander à la Chambre de voter les crédits provisoires, alors qu'il n'y a aucune bonne raison qui puisse justifier le gouvernement d'avoir attendu si longtemps avant de convoquer l'Assemblée nationale.

On s'est plaint à plusieurs reprises du fait que les sessions sont peut-être un peu trop courtes et qu'on soit obligé de comprimer, de compresser, à la dernière minute, par des motions omnibus, qui briment tous les droits des parlementaires et ceux de l'Opposition plus particulièrement, de façon à nous limiter dans nos possibilités, à ne pas nous donner le temps nécessaire pour examiner les projets de loi.

Après avoir fait, chaque année, des remarques, à chaque session, le gouvernement, non seulement récidive, mais il empire chaque année. Il nous place aujourd'hui dans une situation où il faut voter \$1,208,163,833.33, plus quelques autres sommes de crédits provisoires, alors même qu'on n'est pas au courant de ce que sera sa politique budgétaire.

En ce qui me concerne, je vais voter contre cette loi, non pas que je sois contre le fait qu'on paie les employés du gouvernement, non. Ma protestation sera basée sur le fait que le gouvernement aurait pu convoquer la Chambre une semaine plus tôt et nous faire connaître sa politique budgétaire avant que nous partions pour les vacances de Pâques.

C'est la raison pour laquelle je vais voter contre la première, la deuxième et la troisième lectures parce qu'elles font l'objet d'une seule et même motion.

Vous penserez ce que vous voudrez. Si vous n'êtes pas d'accord avec moi, vous avez le privilège, en vertu de notre règlement, de vous lever et je vous incite à avoir le courage de le faire et à venir dire sur quoi vous n'êtes pas d'accord, parce qu'on sait que votre rôle est limité à être des "Yes, men" dans cette Chambre, à toujours encenser le gouvernement et à toujours l'appuyer. Cela, nous le savons, parce que vous avez des points particuliers et de petits privilèges à défendre et à protéger pour pouvoir accorder de petites faveurs à vos amis. Nous savons cela, mais ce n'est pas l'objet de mon intervention.

Le gouvernement, aujourd'hui, se moque, encore une fois, des élus du peuple, se moque de l'Assemblée nationale. C'est se moquer et se foutre royalement des élus du peuple de nous demander de voter un sixième des crédits de la politique budgétaire du gouvernement.

Est-ce qu'il y aura des augmentations de taxes, est-ce qu'il y aura des diminutions de taxes? Ce sont des choses que nous ignorons pour le moment. Il faudrait être un peu magicien pour le savoir. Mais, quand même, on nous demande de voter un sixième des crédits.

Si nos électeurs, ceux qui nous ont mandatés, nous demandent des explications: Vous avez voté un sixième des crédits, est-ce qu'il va y avoir des augmentations de taxes, est-ce qu'il va y avoir des diminutions de taxes, quelle sera la politique du gouvernement dans tel et tel domaine, on ne pourra faire autrement que de leur répondre: On ne le sait pas.

Je termine mes observations là-dessus pour dire au gouvernement que, cette fois-ci, il a été téméraire s'il a pensé que l'Opposition allait voter en bloc l'adoption de ces crédits provisoires.

Je me demande, si le gouvernement avait été minoritaire, s'il aurait pris cette chance de ne pas pouvoir faire adopter ses crédits provisoires avant le 1er avril. C'est une question à se poser. C'est dire que le gouvernement se fie sur son immense majorité, sur le fait que l'Opposition ne compte que quelques députés et se moque royalement — j'en vois déjà qui se moquent — de la population du Québec.

M. le Président, non pas pour m'opposer à ce que les employés du gouvernement, de la Fonction publique, soient payés mais bien pour m'opposer à cette façon de procéder du gouvernement provincial qui fait encore en sorte aujourd'hui de nous faire travailler les yeux fermés comme d'habitude.

Le Président (M. Picard): Le député de Saint-Jacques.

M. Charron: M. le Président, je n'ai évidemment que quelques minutes à prendre sur le temps pour, en fin en compte, profiter du plus souple règlement qui préside cette commission plénière, même la période des questions, pour demander au ministre de l'Éducation si la manifestation d'hier des étudiants, administrateurs, enseignants, parents de la région de Thetford-Mines, dans les rues de Thetford-Mines, ont constitué à son endroit une sensibilisation de plus à la situation que connaissent les cégépiens de Thetford-Mines.

Je vous rappelle uniquement, M. le Président, que le CEGEP de Thetford, qui a suivi la croissance de la même façon que n'importe quel autre CEGEP et s'est plié aux mêmes exigences que n'importe quel autre CEGEP, depuis la croissance du système collégial, l'a fait, lui, dans des conditions beaucoup plus difficiles. En fait, selon l'information que l'on donnait hier à la population, le CEGEP compte aujourd'hui 1,351 étudiants, il en a déjà même contenu plus, alors qu'en termes de place-élèves, le maximum qui serait admissible dans cet établissement serait de 650.

Quand on évoque les difficultés du système d'éducation actuel et de la mauvaise situation dans laquelle se trouvent plusieurs étudiants, il y a certainement une des parts de responsabilité du ministère de l'Éducation dans ce genre de problèmes. Je veux donc demander simplement, profitant de cette étude de crédits supplémentaires, de crédits partiels, au ministre de l'Éducation s'il a l'intention, avec les crédits que nous nous apprêtons à lui voter, à débloquer des sommes pour permettre l'édification de nouvelles constructions devant servir à abriter le CEGEP de Thetford-Mines, quand l'annoncera-t-il, les soumissions sont-elles déjà en cours, quand fera-t-il connaître sa réponse à la population de Thetford?

M. Cloutier: M. le Président, cette question aurait pu être posée dans le cadre de la période des questions, je crois que le député de Saint-Jacques en est conscient. Il y a d'ailleurs fait allusion. Comme, apparemment, il ne l'a pas fait, j'ai quitté une réunion pour venir apporter une réponse.

Le principe de la construction d'un CEGEP à Thetford-Mines est acquis, mais, actuellement, il y a des négociations qui se font au niveau du ministère de l'Éducation et au niveau du Conseil du trésor en ce qui concerne l'ampleur des clientèles. Bien sûr, les milieux parlent parfois d'une clientèle donnée alors que l'analyse que des administrateurs sont obligés de faire, compte tenu de l'avenir, parce qu'on ne construit pas nécessairement pour aujourd'hui, on construit aussi pour demain, doit être rigoureuse.

Il y a quelques différences d'interprétation de ce point de vue. Ce que je peux dire, c'est que le dossier évolue. Je peux comprendre que les étudiants manifestent mais ces manifestations sont totalement stériles et inutiles; elles n'accéléreront en rien le dossier; le ministère de l'Éducation n'a pas besoin de pression pour faire face à ses responsabilités, le gouvernement non plus. On se souviendra que nous avons revu, à la demande du Conseil du trésor, tous nos plans d'immobilisation et ceci est parfaitement normal dans un contexte d'inflation et dans un contexte également de variation des populations étudiantes. Ceci a été fait au niveau collégial comme aux autres niveaux.

Quand on parle d'investissements sur une période de quelques années, qui dépassent le milliard et demi, il est tout à fait normal que ceci soit fait avec la plus grande attention possible. Alors, j'ai répondu de façon spécifique à la question, en ce qui concerne Thetford, et j'ai voulu élargir pour montrer dans quel contexte ce genre de décision devait être prise.

M. Charron: M. le Président, puis-je m'assurer du ministre de l'Éducation que le dossier Thetford-Mines, dans la réévaluation normale, j'en conviens, de tous les projets d'immobilisation, recevra au cours des prochains jours une attention particulière, de sorte que cette réévaluation connue et l'annonce de solutions par le ministère de l'Éducation soient, pour les citoyens de Thetford-Mines, connues le plus rapidement possible?

M. Cloutier: La réponse est très certainement oui.

En fait, il a fallu des délais qui ne sont pas du tout dus à une incurie administrative, quoi qu'on puisse penser, mais uniquement au fait qu'il fallait analyser des clientèles, revoir certains coûts, et j'attends incessamment, c'est une question de quelques jours, un rapport final à ce point de vue et c'est là-dessus que nous allons nous baser.

Par conséquent, le principe est acquis, mais il s'agit de déterminer l'ampleur, et ceci repose sur l'analyse qui a été conduite de façon très rigoureuse depuis quelques semaines.

M. Charron: M. le Président, je prends la parole du ministre de l'Éducation et puisque nous serons convoqués très bientôt à étudier les crédits de son ministère, je me réserve de profiter du délai qu'il y a entre les deux pour revenir à la charge par la suite.

M. Cloutier: Je pense, M. le Président, que

c'est une excellente idée. Je suis très heureux d'ailleurs d'apprendre que le député de Saint-Jacques me fera le plaisir d'assister à cette discussion des crédits. J'avais cru comprendre qu'on l'avait affecté à un autre ministère, j'en étais d'ailleurs fort malheureux personnellement, parce qu'il a toujours fait une contribution positive lors de la discussion des crédits.

M. Charron: Je ne doute d'absolument rien, M. le Président.

Le Président (M. Picard): Article 1 adopté? Adopté. Article 2.

M. Cloutier: Merci.

Le Président (M. Picard): Article 2 adopté. Adopté sur division. Article 3. Adopté sur division. Article 4. Adopté sur division. Article 5.

M. Roy: Sur division.

Le Président (M. Picard): Adopté sur division. Merci.

M. Picard (président de la commission plénière): M. le Président, j'ai l'honneur de faire rapport que votre commission a adopté les crédits provisoires.

Projet de loi no 18

1re, 2e et 3e lectures

Le Président suppléant (M. Gratton): Ce rapport est-il agréé? Agréé sur division. Le ministre des Finances propose les première, deuxième et troisième lectures du projet de loi no 18 pour les crédits provisoires.

M. Roy: Vote enregistré, M. le Président.

Le Président suppléant (M. Gratton): Est-ce qu'il y a cinq députés qui demandent le vote enregistré?

M. Roy: On s'est entendu, M. le Président, les autres, c'est parce qu'il y a...

Des Voix: Non.

Le Président suppléant (M. Gratton): Sur division?

M. Roy: Non, vote enregistré, M. le Président. Je demande le vote enregistré.

M. Bienvenue: Cela en prend cinq.

M. Lessard: M. le Président, je suis d'accord pour le vote enregistré.

Le Président suppléant (M. Gratton): Oui, mais cela en prend cinq, et il n'y en a pas cinq. Alors, cette motion de première, deuxième et troisième lectures est adoptée sur division.

M. Roy: Je vous prierais d'inscrire dans le procès-verbal de la Chambre le fait que j'inscris ma dissidence. Si d'autres collègues font la même chose, libre à eux. En ce qui me concerne, j'inscris ma dissidence.

M. Bacon: Vous n'avez pas besoin d'amener le PQ.

Le Président suppléant (M. Gratton): Article suivant.

M. Bacon: Vous ne trouvez pas qu'ils en ont assez du conseil national?

M. Bienvenue: Article 64). M. le Président, je m'excuse, avant d'appeler l'article 64), la commission de l'Assemblée nationale a un rapport à nous faire, que nous pourrions entendre tout de suite.

Le Président suppléant (M. Gratton): Le député de Bellechasse.

Rapport sur le projet de loi no 15

M. Mercier: Merci, M. le Président. Conformément à notre règlement, j'ai l'honneur de déposer le rapport de la commission élue permanente de l'Assemblée nationale qui a étudié le projet de loi no 15, Loi modifiant la Loi électorale.

Le Président suppléant (M. Gratton): Ce rapport est-il agréé? Agréé.

M. Bienvenue: Article 64).

Débat sur le discours inaugural (suite)

M. Jean-Hugues Boutin

Le Président suppléant (M. Gratton): Le député d'Abitibi-Ouest.

M. Boutin: M. le Président...

M. Bienvenue: Je m'excuse, M. le Président, je veux rappeler au député de Chicoutimi que le député d'Abitibi-Ouest continue l'intervention qu'il avait commencée.

M. Boutin: Alors, M. le Président, comme je le mentionnais, hier soir, avant l'ajournement de la Chambre, je parlais des inégalités de la société, de la mobilité de la main-d'oeuvre ainsi que de la revalorisation du travail.

Cependant, j'avais oublié de mentionner quelque chose que je trouve extrêmement important, soit la productivité des travailleurs qui est à la baisse, actuellement. Cette situation se mesure par l'absentéisme élevé, par les grèves illégales et le sabotage.

Que font, actuellement, les syndicats pour aider les travailleurs à se retrouver ou à se revaloriser? A mon humble avis, actuellement, il ne se fait pas grand-chose en ce sens. Je crois qu'il paraît essentiel de redéfinir les droits et les devoirs de

tous car on sait bien qu'un droit n'est pas gratuit, il découle nécessairement d'un devoir. Du simple citoyen au député, au leader syndical, au journaliste, il faut se comprendre et se développer. Nous avons tous un rôle individuel et un rôle social à jouer car nous vivons dans un jeu d'interrelations entre individus, interrelations entre provinces, interrelations entre pays. Chacun doit s'efforcer d'y participer et de s'y développer le mieux possible et le plus harmonieusement.

Je reviens donc au point où j'en étais hier soir, à des problèmes rencontrés dans mon comté en ce qui a trait aux Affaires sociales et à certains moyens d'aider davantage l'assisté social. Premièrement, je voudrais souligner que, pour les personnes inaptes, qui demeurent dans leur famille, la limite de \$110 devrait être abolie. L'adulte, qui vit dans sa famille, nécessite des soins intenses et, souvent, les parents se dépensent plus que normalement pour ces handicapés. Il faudrait que le maximum soit de \$195 comme pour les autres cas, comme s'ils étaient placés en foyer, dans une autre famille.

Il y a aussi les cas de séparation. Il faudrait mettre en place un mécanisme pour percevoir les contributions du père légitime donc c'est la responsabilité de payer pour l'entretien de sa famille, même s'il se sépare. Je crois qu'il n'y a, actuellement, aucun mécanisme de perception qui existe. Les jugements de la cour sont laissés sans action. Je crois que la Commission de l'aide juridique devrait avoir des pouvoirs de perception car le gouvernement perd des millions en n'obligeant pas ces personnes à prendre leurs responsabilités vis-à-vis de la loi.

On voit aussi d'autres cas, comme ceux qui vivent dans le concubinage. L'aide sociale ou le ministère responsable de l'aide sociale doit faire la preuve du concubinage, ce qui, en pratique, est une chose très difficile. Il faudrait qu'il s'attache une kyrielle de détectives afin de prendre les informations nécessaires. Je crois que le fait que la situation soit connue, de notoriété publique, devrait être une preuve suffisante avant de pousser une enquête plus avancée.

Dans les cas d'aide sociale, vous avez aussi des problèmes connexes, des problèmes avec l'assurance-chômage. D'après les règlements en vigueur, l'aide sociale peut être versée en attendant la réalisation d'un droit, soit l'assurance-chômage. Dans mon comté, environ 50% des demandes sont adressées aux bureaux de la cour du Bien-Etre social; ce sont les cas de personnes qui attendent de l'assurance-chômage sous forme d'un seul versement. Cela a pour conséquence, dans un même mois, que le client fait affaires avec deux organismes: la Commission d'assurance-chômage et les Affaires sociales.

Il y a double emploi du temps, il y a double emploi de formules, il y a double paiement, soit aide sociale et assurance-chômage plus tard. Il y a le surpaiement établi par l'aide sociale. Par la suite, il y a perte dans la majorité des cas de ceux qui ne remboursent pas l'aide sociale, même si l'assurance-chômage ensuite est versée.

Une Voix: Très juste.

M. Boutin: Je suggérerais, M. le Président...

M. Lessard: Le fédéralisme rentable.

M. Boutin: ...que des négociations soient faites auprès du gouvernement fédéral pour que l'assurance-chômage réévalue ses politiques vis-à-vis des périodes de carence. Il faudrait, de plus, que l'aide sociale ne soit pas obligée d'intervenir dans les cas admissibles à l'assurance-chômage.

Il y a aussi les personnes qui sont en pension surveillée. Ces personnes ont droit à \$195 par mois lorsqu'elles sont placées dans des familles qui prennent soin d'elles. D'autres types de personnes sont également placées dans des familles, des foyers affiliés et reçoivent \$228 par mois. Dans le premier cas, il s'agit de personnes-problèmes placées par le centre des services sociaux. Dans le second cas, il s'agit de personnes souffrant de troubles psychiatriques, placées par les centres hospitaliers. Quand c'est le même foyer qui a les deux types de cas, il devient difficile d'expliquer la différence de taux. La surveillance est la même, identique dans les deux cas. De plus, si la famille est assistée sociale, son aide est diminuée si elle garde ces deux types de personnes, alors que, si elle garde des enfants placés en foyer nourricier, on ne tiendra pas compte de ses revenus.

Je crois aussi qu'il faudrait prévoir des situations exceptionnelles, comme des ruptures de courant électrique ou des évictions de loyer. L'existence peut-être d'une caisse de dépannage ou d'un centre de dépannage subventionné serait utile pour venir en aide dans les cas d'urgence non admissibles à l'aide régulière. Ou bien il faudrait prévoir des mécanismes de prêts à taux réduits, via les caisses populaires ou les banques, garantis par le ministère pour aider ce type de situation extraordinaire.

Dans d'autres cas, M. le Président, on rencontre le problème des soins dentaires et des soins visuels pour les assistés sociaux. Pourquoi ne pourrait-on pas prévoir un mode identique à la Régie de l'assurance-maladie du Québec pour le paiement de ces services à l'image de la carte d'assurance-médicaments? Que les bénéficiaires de l'aide sociale n'aient plus besoin d'aller toujours au bureau d'aide sociale, qui se comporte seulement comme un payeur de comptes ou un comptable.

En ce qui concerne aussi le transport pour les soins médicaux, ainsi que l'installation de prothèses, pourquoi ne pas rapatrier le contrôle et le paiement de ces besoins aux centres hospitaliers et se servir à la même occasion des cartes d'assurance-médicaments ou d'une carte semblable à la carte d'assurance-médicaments?

J'aurais une autre suggestion aussi, M. le Président, soit dans la politique de retour au travail; il faudrait, je crois, intensifier les expériences entreprises avec la collaboration du ministère du Travail et du ministère de l'Agriculture du Québec

afin de revaloriser le retour au travail des assistés sociaux en finançant des projets par le déplacement des fonds normalement versés sous forme de transferts à des projets qui pourraient être des projets municipaux subventionnés qui auraient peut-être les meilleures garanties de succès que les initiatives isolées.

En ce qui concerne la politique de sécurité du revenu, pourquoi ne garantirait-on pas un revenu à chacun, sans impliquer de procédures administratives et de contrôles compliqués et dispendieux? Ceci ne réglerait pas tous les problèmes, c'est entendu, comme les problèmes d'endettement, de budget ou de consommation, mais ceci valoriserait la famille et les agents d'aide sociale qui devront faire, en même temps, aussi un travail socio-économique.

L'agent d'aide sociale aurait un rôle plus important à jouer comme conseiller, rôle qu'il tente de remplir présentement avec difficulté, vu qu'il doit consacrer une grande partie de son temps à vérifier l'attribution et à contrôler le droit d'éligibilité.

Il y a aussi, M. le Président, le cas des mères célibataires aux études, comme les jeunes de 16 à 17 ans. Lorsque celle-ci garde son enfant et retourne aux études, l'aide ne peut lui être versée. Mais si la personne intéressée préfère demeurer avec son enfant et ne pas fréquenter l'école, elle devient admissible à titre de chef de famille et recevra possiblement \$274 par mois. Alors, l'aide sociale est accusée d'encourager ce type de personnes à vivre aux dépens de l'État, même si une alternative meilleure pouvait être possible. Ceci est donc une politique de non-retour au travail dans ce cas.

Je crois aussi qu'il ne faudrait pas négliger l'aspect des loisirs vis-à-vis du bénéficiaire de l'aide sociale. Dans les montants attribués pour les besoins ordinaires et spéciaux, il n'y a rien de prévu pour les loisirs. Est-il concevable, aujourd'hui, de penser qu'un gouvernement introduise dans ses mesures sociales de l'argent pouvant servir à des fins de loisirs aux assistés sociaux? Je crois qu'il faudrait penser qu'un petit montant pourrait entrer dans les besoins spéciaux. J'en profite aussi pour féliciter quand même le ministère des Affaires sociales, dont le système administratif se montre un des plus modernes en Amérique et qui est le premier, en fait, qui a fait l'application de la loi par l'informatique.

Je crois que des mesures devraient être prises dans ce domaine afin d'améliorer le système actuel avant de pousser d'autres programmes nouveaux.

Ce sont là, M. le Président, mes réflexions sur le Québec d'aujourd'hui et ces problèmes me paraissent comme exigeant une solution valable et rapide. Je ne prétends aucunement avoir réglé tous les problèmes et avoir le monopole de la vérité. J'ai esquissé quelques solutions certainement incomplètes. C'est à nous tous à ériger un système le plus parfait possible et notre but n'est-il pas d'assurer la prospérité et la justice de tous les Québécois?

Merci, M. le Président.

Le Président suppléant (M. Gratton): Avant de reconnaître l'honorable député de Chicoutimi, l'honorable leader adjoint du gouvernement.

M. Bienvenue: Merci de m'avoir reconnu, M. le Président.

Pourrions-nous ajourner le débat pour quelques secondes?

M. Roy: Permission accordée.

M. Bienvenue: Non, ajourner.

M. Roy: Suspendre, c'est bien important.

M. Bienvenue: On va recommencer dans quelques secondes.

M. Roy: Alors, il s'agit de suspendre le débat, et non pas de l'ajourner.

M. Bienvenue: Même si c'était ajourné, je suis sûr que le député de Beauce-Sud prend ma parole. Quand je dis dans quelques secondes, je mets mon siège en jeu si on ne reprend pas dans quelques secondes.

M. Lessard: Vous ne risquez pas grand-chose.

M. Bienvenue: Mais arrangez-vous pour qu'on reprenne, par exemple.

Projet de loi no 15

Troisième lecture

M. Bienvenue: Je voudrais proposer à la Chambre, M. le Président, l'adoption en troisième lecture du projet de loi no 15.

Le Président suppléant (M. Gratton): Est-ce que la Chambre donne son consentement?

M. Bellemare (Johnson): M. le Président... Oui, vas-y!

Le Président suppléant (M. Gratton): L'honorable député de Rouyn-Noranda.

M. Camille Samson

M. Samson: M. le Président, la seule chose que le ministre a dite qui n'est pas vraie, c'est qu'on va ajourner pour plus que quelques secondes, c'est-à-dire suspendre pour plus que quelques secondes, parce que la loi no 15 qui est présentée, la Loi modifiant la Loi électorale, même si, en deuxième lecture, nous avons donné notre accord pour ce projet de loi, il demeure, M. le Président, qu'après la deuxième lecture, nous avons été défavorisés par une commission parlementaire assez houleuse et qui ne nous a pas donné satisfaction.

Bien sûr, M. le Président, nous allons quand même voter en faveur du projet de loi no 15.

Je voudrais bien faire comprendre aux membres de cette Chambre et surtout au ministre parrain du projet de loi, qui n'est pas présent, mais je suis persuadé que d'autres membres de la commission lui feront part de nos commentaires, que si nous votons en faveur du projet de loi en troisième lecture, c'est en appliquant le principe que, faute de pain, on mange de la galette, parce que, M. le Président, on ne nous a donné aucune satisfaction dans ce projet de loi.

Bien sûr, on a offert quelques "candies" aux membres de l'Opposition qui n'est pas l'Opposition officielle, en permettant à l'avenir aux députés de Rouyn-Noranda, de Beauce-Sud et de Johnson, à l'occasion du recensement électoral, qui sera changé de date — autrement dit, au lieu du mois de mai, cela deviendra le mois de septembre — de nommer des énumérateurs dans leurs circonscriptions électorales. C'est une amélioration. Bien sûr, si on ne disait pas que c'est une amélioration, nous aurions tort de ne pas l'avouer. C'est une amélioration. Mais ce n'est pas suffisant.

Nous avons demandé, en plus, à l'occasion d'amendements que nous avons suggérés — l'honorable député de Johnson s'est fait le parrain d'un amendement, ce matin, que j'ai appuyé avec beaucoup de plaisir — au ministre des Affaires culturelles, de permettre que tous les partis politiques, quelle que soit leur dénomination, soient reconnus, ceux qui se sont classés premiers, ceux qui se sont classés deuxièmes, à l'occasion des élections précédentes, puissent faire rénumération dans tous les comtés du Québec. Autrement dit, cela aurait été reconnaître le principe qui est appliqué par la Loi électorale fédérale. Soit dit en passant, M. le Président, ce gouvernement se plaît à copier souvent le fédéral. Eh bien, s'il y a une bonne chose dans les lois fédérales, c'est cette partie de la Loi électorale. Donc, ce gouvernement, qui n'a pas voulu copier cette partie de la Loi électorale, qui est une des bonnes choses du fédéral, M. le Président, nous amène à déduire que le gouvernement du Québec copie seulement ce qu'il y a de mauvais dans le gouvernement fédéral et dans le fédéralisme actuel.

M. le Président, je dis que nous aurions dû, du moins, pouvoir obtenir ce que nous demandions. Cela aurait voulu dire 17 comtés où les créditistes pourraient nommer un des deux énumérateurs, parce qu'il y aurait toujours eu le premier ou le deuxième. Dans ce cas, cela aurait été le premier. Cela aurait été le gouvernement libéral qui aurait nommé le premier énumérateur, le Parti créditiste qui aurait nommé le deuxième. Dans cinq autres comtés, cela aurait été l'Union Nationale qui en aurait fait autant. Il y aurait eu 22 comtés, au Québec, où cela n'aurait pas été exclusivement le Parti libéral et le parti de l'Opposition officielle qui auraient pu nommer les énumérateurs.

Plus que cela, M. le Président. On a demandé, dans nos simples comtés de l'Opposition, qui n'est pas l'Opposition officielle — cela veut dire Johnson, Beauce-Sud et Rouyn-Noranda — la permission de pouvoir nommer un des deux greffiers dans nos propres comtés que nous représentons et dont la population a décidé que ces comtés ne

seraient pas représentés par des rouges. C'est quand même la population, M. le Président, qui doit être patron en matière de démocratie. C'est la population qui décide.

Mais non, on a refusé ce privilège démocratique à la population. Le ministre des Affaires culturelles a été immuable, M. le Président. Il a dit ce matin: J'ai fait mon lit, je me suis couché. Il n'y a rien qui va déranger. On a été à même de s'apercevoir qu'il avait fait son lit, qu'il s'était couché et qu'il ne s'était pas réveillé.

Mais je continue en disant que nous avons également revendiqué, au cas où le ministre n'aurait pas accepté notre proposition, que ce soit le premier ou le deuxième, à la dernière élection provinciale, qui nomme les énumérateurs, de permettre aux tiers partis, au moins, de nommer un troisième énumérateur dans les comtés qui nous concernent, dans les comtés où on s'est classé en deuxième.

M. le Président, ceci met en cause, bien sûr, la démocratie au Québec. Ceci met en cause la santé démocratique du Québec. Je dis que ce gouvernement surreprésenté, ce gouvernement en trop grand nombre, M. le Président, est victime de sa surreprésentation, qui engendre son arrogance. Nous avons été victimes, à la commission parlementaire, de l'arrogance du parrain d'un projet de loi qui avait à l'avance fixé son lit, qui avait à l'avance fait son lit et qui ne voulait rien savoir des propositions objectives faites par l'Opposition: l'Union nationale, le Ralliement créditiste et même le Parti québécois, qui, sur certains points, nous a appuyé avec force et vigueur.

Non, on est resté, du côté gouvernemental, comme c'est dans la tradition libérale, sur ses positions, avec l'arrogance qui caractérise un gouvernement trop surreprésenté, ce qui veut dire avec presque 100% des députés, 55% des votes, alors que dans l'Opposition nous avons 45% des votes et à peu près 5% de la députation.

C'est le déséquilibre qui a été créé par la dernière élection qui fait que ce gouvernement, le gouvernement libéral, ne représente pas dignement la population du Québec, et nous en sommes victimes. Le gouvernement se sert de sa grande force pour préparer lui-même la prochaine élection en mettant toutes les chances de son côté et, par le fait même, en niant les droits stricts et démocratiques des citoyens québécois.

Comme je le disais au début de mon intervention, je vais terminer pour donner une chance au leader du gouvernement de pouvoir ajourner à l'heure prévue. J'en aurais beaucoup plus long que ça à dire mais en terminant je vous dis que ce projet de loi, nous allons voter pour, mais c'est quand même en utilisant le principe que faute de pain on mange de la galette.

Le Président suppléant (M. Gratton): Le député de Johnson.

M. Maurice Bellemare

M. Bellemare (Johnson): M. le Président, deux

séances de la commission parlementaire pour étudier le bill 15 ne nous ont pas donné pleinement satisfaction.

Nous avons été pressés un peu par le temps et surtout les conditions dans lesquelles nous avons travaillé et je ne pense pas que le climat s'y prêtait énormément et donnait satisfaction aux partis.

Notre point particulier sur lequel nous avons fait la lutte, ce fut de dire au gouvernement que sa Loi électorale avait été construite, depuis plusieurs années, bâtie, pour assurer la bonne représentation des partis de l'Opposition et du gouvernement. Donc, une loi bipartite. Mais nous avons, présentement, à cause de l'évolution sociale, à cause de l'évolution de nos mœurs, un Parlement où il y a des multipartis, il y a plusieurs partis.

De là, nous avons fortement insisté pour faire voir au gouvernement la nécessité qu'il y aurait de revoir l'ensemble de la Loi électorale. J'ai proposé, ce matin, je tiens à en remercier le gouvernement, qu'un mémoire soit présenté par l'Union Nationale pour faire des suggestions de révision de toute la Loi électorale qui nous régit présentement.

On a acquiescé à cette requête et d'ici quelque temps je soumettrai au président général des élections une série de recommandations pour que notre loi ne soit pas une loi spécifiquement bipartite mais qu'elle donne des chances pour que l'intégrité du vote soit reconnue et surtout bien assurée, particulièrement dans les sections rurales, où on a connu une évolution extraordinaire depuis quelques années. Dans la partie rurale la mentalité même des gens a évolué au point de vue de l'éducation, au point de vue même du transport en commun des enfants mais aussi au point de vue de la situation économique et sociale de nos ruraux.

Je pense qu'à cause de ça bien des paroisses, bien des villages deviennent des centres de villégiature, et il y a un danger à n'avoir qu'un seul recenseur.

C'est mauvais que le parti désire avoir le contrôle sur tout ce qu'on appelle rural, avec un seul et unique représentant qui est nommé, attitré et assermenté par le gouvernement. Dieu sait que le recenseur qui sera nommé ne sera pas un de nos amis politiques, c'est sûr.

Nous avons fait la suggestion que maintenant qu'il y a évolution du côté des ruraux, maintenant qu'il y aurait possibilité de fraude électorale par la composition de la liste lors du recensement, nous avons proposé qu'il y ait deux énumérateurs; comme il y a, par exemple, deux énumérateurs dans les cités et villes, il y aurait deux énumérateurs. On s'est presque rendu à notre demande, M. le Président, en amendement l'article 1 de la loi 15, en baissant de 3,000 le statut d'un district urbain pour le mettre aujourd'hui à 2,000. C'est un gros avantage parce qu'on a dénoté qu'il y a 98 municipalités qui vont faire partie maintenant, sur les 235, de secteurs urbains et qui vont être, en vertu de la Loi électorale, sous le contrôle de deux recenseurs.

Mais il y a encore une différence que nous tenons à souligner d'une manière particulière parce que je pense que nos ruraux, on les connaît c'est vrai, mais il y a eu une évolution extraordi-

naire de ce côté, surtout par l'entrée de ces villégiateurs qui viennent acheter des terrains ou faire du camping et qui, à un moment donné, comme cela s'est produit dans Johnson, où il y avait une foule de campeurs, de gens qui étaient là pour des vacances et qui, peut-être par distraction ou par oubli, avaient été inscrits en bien des endroits sur les listes électorales.

Alors, M. le Président, afin d'éviter cela, nous avons demandé qu'il y ait deux énumérateurs. Nous avons aussi demandé que lorsqu'il y a révision, dans la partie rurale comme dans la partie urbaine, que les tiers partis aient l'avantage d'avoir au moins un observateur pour garantir la représentativité et l'intégrité de ceux qui veulent se faire réinscrire ou bien qui veulent faire radier des noms. Au moins qu'on ait l'avantage d'avoir un observateur dans la commission de la révision.

L'autre point particulier, M. le Président — je termine parce que je vois que l'honorable député a hâte de faire son discours, je lui ai ôté quelques minutes — qui est très important, c'est que de bonne grâce et, surtout, je le félicite de manière toute spéciale, le leader de l'Opposition officielle nous adonné son consentement afin que son parti puisse nous reconnaître, au moins nous qui sommes élus, pour la désignation des greffiers; en vertu de l'article 171, c'est le gouvernement et l'Opposition qui nomment, soit un le scrutateur et l'autre, le greffier. De bonne grâce, je lui rends témoignage, le député de Maisonneuve a été très chic pour nous; il a dit: Je n'aurais pas d'objection personnellement, si le ministre veut, aujourd'hui, amender sa loi pour permettre à ceux qui, des tiers partis, sont élus, comme aujourd'hui on permet qu'il nomme un recenseur... nous n'aurions pas d'objection à ce qu'un greffier soit aussi nommé.

Alors, M. le Président, à la suite du mémoire que je présenterai au président général des élections et des suggestions que je ferai à ce moment-là, je crois qu'il y a dans cette loi un commencement de rationalisation de notre parlementarisme sous l'égide de plusieurs partis. Je suis très heureux des améliorations qui ont été apportées; je ne me dis pas satisfait complètement, mais je voterai en faveur de la loi.

Le Président suppléant (M. Gratton): Le député de Saguenay.

M. Lessard: Encore seize minutes et le ministre de l'Immigration perdait son siège, alors nous n'avons pas de remarques à faire sur ce projet de loi. Cependant, étant donné que le député de Chicoutimi devait commencer son discours à 5 h 30, il me semble qu'on devrait aussi être unanime pour permettre que l'on continue jusqu'à peut-être 6 h 5 ou 6 h 10, afin que le député puisse terminer son intervention.

M. Roy: Le point soulevé par mon collègue de Saguenay, je pense que ce serait un geste de gentillesse de permettre au député de Chicoutimi de terminer son discours aujourd'hui, puis de ne pas appeler l'heure à 6 h 5, 6 h 4, 6 h 6 minutes, de façon à lui permettre de faire son intervention au

complet. Je pense que tous mes collègues seraient unanimes à accepter que le député de Chicoutimi puisse avoir je ne dirai pas ce privilège, mais avoir quand même l'occasion de faire son discours, ce qui nous permettra, à une autre séance, de faire progresser les travaux de la Chambre.

Alors, en ce qui nous concerne, nous sommes prêts à offrir notre collaboration, la collaboration la plus totale, pour que cela ait lieu dans ce sens.

M. Bourassa: J'offre la mienne en un mot. Je dis oui en un mot pour ne pas retarder encore plus.

M. Bellemare (Johnson): M. le Président, je pense que le gouvernement a été favorisé d'une bonne collaboration de la part des partis de l'Opposition et je pense que cela devrait être fait. Que celui qui est contre se lève.

Le Président suppléant (M. Gratton): A l'ordre, messieurs! On va commencer par disposer de la motion de troisième lecture. Est-ce que cette motion du leader adjoint du gouvernement: que le projet de loi no 15 Loi modifiant la Loi électorale soit lu pour la troisième fois est adoptée?

M. Morin: Adopté.

Débat sur le discours inaugural (suite)

Le Président suppléant (M. Gratton): Adopté. Article 64) Le député de Chicoutimi.

M. Marc-André Bédard

M. Bédard (Chicoutimi): M. le Président, au cours de cet exposé, je voudrais explorer un peu l'aspect qui saute le plus évidemment aux yeux de celui qui aborde les affaires municipales. Il s'agit, bien sûr, de la crise financière majeure des instances locales, tant municipales que scolaires, puisque les deux sont étroitement liées.

Evidemment on a noté, dans le discours du budget d'hier, une nette augmentation des crédits affectés à des fins municipales. C'est une bien bonne chose, mais il ne faudrait pas que les maires, la population et surtout le ministre croient que ces subventions, dont une très importante partie est conditionnelle à des projets, des priorités et des normes nationales et non locales, il ne faudrait donc pas croire que la seule augmentation des subventions est suffisante pour régler le problème de la fiscalité municipale.

Au contraire, ces subventions mêmes et leur augmentation sont l'aveu du blocage de la fiscalité locale et de l'insuffisance majeure des actuelles sources de taxation locale. Ce n'est pas la première fois, M. le Président, que le ministre des Affaires municipales lit le récit de la détérioration des finances urbaines et locales. Mais comme il ne réagit pas, je suis porté à penser qu'il ignore cet état de choses.

Qu'il considère pourtant les chiffres des dix

dernières années entre 1960 et 1970; alors que les revenus et dépenses courantes du gouvernement provincial étaient deux fois plus élevées que ceux des municipalités, cet écart s'est élargi jusqu'à six fois.

Alors que l'augmentation annuelle moyenne des revenus du Québec fut de 19,3%, cette croissance était de 10% pour l'ensemble des municipalités. L'écart s'élargit à tel point qu'un document officiel du gouvernement prévoyait que le déficit des municipalités serait multiplié par quatre entre 1973 et 1980.

La situation plus récente a empiré les choses puisque le cadre fortement inflationniste où nous vivons, et Dieu sait pour combien de temps, a fait que les sources de revenu municipales sont demeurées à un taux de croissance très bas par rapport à ses entrées fiscales comme l'impôt sur le revenu ou sur le profit des compagnies. Aux municipalités, les impôts régressifs et sans emprise directe sur le climat économique, et à Québec et à Ottawa les impôts rentables.

Comment se surprendre si le Service de la dette continue de ronger 26% des dépenses municipales, soit \$66 par habitant, soit trois fois le montant des sommes d'argent dépensées pour les services récréatifs et culturels? Sur les six années, de 1964 à 1970, le Service de la dette municipale a augmenté de 81%. Si les responsabilités municipales étaient demeurées les mêmes, le problème serait moins grave, mais, justement, les citoyens exigent, et à juste titre, des services quasi nouveaux et coûteux. Je parle, par exemple, des services récréatifs et communautaires dont l'augmentation, entre 1964 et 1974, a été de 74%. Il en va de même de la qualité des eaux potables et, dans des cas encore trop limités, de l'épuration des eaux usées.

Il en va de même pour la création d'espaces verts, la vie culturelle, le transport en commun et la création d'habitations à loyer modique, la rénovation urbaine également. De la même façon que les dépenses du Québec ont augmenté plus vite que celles du fédéral, et que celui-ci se refuse à le reconnaître financièrement, les municipalités sont tiraillées entre les services importants qu'elles doivent donner et un endettement aussi impopulaire que les hausses de la taxe foncière, c'est-à-dire la pression d'une taxe sur le logement, un bien aussi fondamental que les médicaments ou la nourriture. Ce n'est pas parce que le Québec n'a pas le courage politique d'aller chercher l'argent qui lui est dû à Ottawa que les municipalités doivent tirer la langue et baisser la qualité de leurs services.

Quand on pense au délire fédéral qui a fait que des municipalités se sont fait offrir, en 1967, sur un plateau, des centres culturels ou des monuments du genre "A la gloire de la Confédération" alors que, dans le même temps, elle fouillait les fonds de tiroir pour se payer des aqueducs ou des moniteurs sur des terrains de jeux mal équipés, on saisit qui bloque, au fond de tout, le transfert général des fonds publics vers les problèmes les plus urgents. Le système de pouvoirs actuels empêche les citoyens de choisir entre la dépense d'un char

d'assaut et celle d'une piscine municipale. Là est peut-être le vrai problème d'un système municipal en régime fédéraliste à la canadienne.

C'est ce manque d'argent qui est à la base même de la perte de pouvoirs des municipalités aux mains du provincial et du fédéral.

Que ce soit des initiatives locales approuvées dans tous les détails par les gens d'Ottawa, que ce soit les programmes d'habitation subventionnés où maintenant les municipalités ont à passer par les normes et conceptions étroites que la Société centrale d'hypothèques et de logement a réussi à imposer à la Société d'habitation du Québec, les municipalités risquent d'être de plus en plus soumises aux autorités d'en haut. On n'en est pas rendu encore, heureusement, à l'état de sujétion et de dépendance où le ministère de l'Éducation a réduit les commissions scolaires, mais une pente signifie que les choses risquent d'aller de plus en plus vite.

J'espère, M. le Président, que la prochaine conférence avec les municipalités sera l'occasion pour elles de se rebeller contre cette tendance. Je souhaite que les maires analysent aussi toute la fiscalité du contribuable québécois, y compris celle qui se retrouve à Ottawa. Après tout, 48% des taxes et impôts perçus au Québec le sont par le gouvernement fédéral, tandis que le provincial taxe pour 36% de la valeur totale contre 16% pour les instances locales. Que les municipalités réalisent que leurs embarras financiers proviennent également d'une politique militaire excessive ou de dépenses policières assumées quasi deux fois par le contribuable québécois, cela est nécessaire pour amener par des pressions les sommes disponibles aux problèmes les plus urgents et près du citoyen.

Ce qui est certain, M. le Président, c'est l'inaction complète du ministre des Affaires municipales quant à une réforme fiscale municipale. A moins de considérer naïvement une réduction de \$0.25 de l'impôt scolaire normalisé et une redistribution de la taxe d'hôtellerie et de vente sur les repas pour certaines grosses municipalités comme un pas majeur et radical pour l'assiette fiscale des gouvernements locaux, ce qui n'est pas le cas, rien n'a été fait en ce sens. Si en décidant de ne pas indexer les impôts, donc de faire du Québec le contribuable le plus taxé du Canada, le gouvernement avait au moins utilisé cette hausse clandestine de taxes pour les redistribuer de façon inconditionnelle aux municipalités, cela aurait été un bien à l'intérieur d'un mal. Mais ce n'est pas le cas. Cette inaction a comme conséquence première le pourrissement accéléré du climat municipal.

Pendant que le ministre joue à la cachette et manoeuvre avec le plus de lenteur possible au travers de ces comités, au travers de consultations locales, fort heureuses mais insuffisantes — car cette fragmentation des gens consultés les empêche de regrouper leurs doléances — pendant que tout cela se passe, le ministre laisse les problèmes sans solution. Bien sûr, on parle de la conférence provinciale-municipale, mais il y en a déjà eu une, M. le Président, en mai

1971, et elle n'a rien donné, parce qu'on ne sentait aucune volonté du Québec de rouvrir franchement tout le dossier fiscal. La conférence n'a servi qu'à annoncer le transfert foncier scolaire et municipal. Ainsi, on attend depuis à peu près un an la commission parlementaire sur les deux communautés urbaines. L'absence de réformes fiscales qui perdurent est en train de saboter l'expérience des communautés urbaines.

On voit actuellement des municipalités qui refusent de payer pour leur communauté urbaine. Le ministre devrait voir qu'il est temps d'abandonner ces petites tentatives superficielles de réaménagement la fiscalité locale. Il devrait réaliser qu'il est temps de sortir de la jungle. La formule des communautés urbaines était un premier pas vers autre chose, mais le présent gouvernement la laisse s'enliser, décourageant ainsi les administrateurs locaux les plus compétents.

Il y a un problème immédiat qui se pose dont a fait état récemment le président de la Fédération des commissions scolaires. En effet — on le sait maintenant par des chiffres publiés par la Fédération des commissions scolaires — la soi-disant diminution de l'impôt scolaire normalisé, qui devait restreindre la pression foncière scolaire pour permettre aux municipalités d'occuper possible-ment le champ de taxation libéré, cela a été un échec complet. Au total, l'impôt foncier scolaire a augmenté de 20% sur la dernière année, soit approximativement \$43 millions. Toute la diminution timide du ministre des Finances de cet impôt normalisé jusqu'à \$1.25 n'a donc fait que réduire la pression fiscale, sans aucunement régler le problème de la fiscalité municipale, à moins que les municipalités prennent la décision de hausser leurs taxes. Le gouvernement se vante de gouverner, si on peut employer cette expression, sans hausse de ses taxes. Outre qu'il dissimule la hausse directe qu'est la non-indexation des impôts, on réalise aussi qu'il oblige, par ses politiques d'autruche, les municipalités et commissions scolaires à hausser leurs taxes pour joindre les deux bouts, leur laissant l'impopularité du geste.

Face à tout ceci, nous croyons, tel que le stipule le programme du Parti québécois, que l'impôt foncier à usage scolaire doit être aboli. Dans le budget de l'an 1, dans une hypothèse où les Québécois pourraient disposer selon leurs vrais besoins de toute la masse fiscale qu'ils paient, déjà, nous avons prévu une diminution progressive de cet impôt de \$0.25 par année jusqu'à l'abolition complète, avec un remplacement parallèle de ces sommes par des subventions venant du niveau national.

Pour la présente année, M. le Président, il en aurait coûté \$45 millions de plus au gouvernement du Québec à cet effet. Dans notre esprit, cette modification radicale du niveau fiscal s'accompagnait d'un très net relâchement des contrôles souvent inutiles et tatillons du ministère de l'Éducation.

Que le ministère s'occupe du contenu pédagogique, du niveau de compétence des enseignants et de leur formation, des manuels, de certaines normes minimales d'uniformisation, de fa-

çon que la qualité de l'éducation soit la même partout sur le territoire, sûrement, mais, dans tout le reste, il faut et il est urgent de redonner aux commissions scolaires une certaine dignité administrative, sans quoi l'élection démocratique des administrateurs scolaires deviendra de plus en plus un leurre.

Ce changement aura, entre autres, un effet de démocratisation certain de l'enseignement. Malgré la participation très forte du gouvernement du Québec aux dépenses des commissions scolaires, il reste qu'un enfant de niveau primaire et secondaire de la Gaspésie disposera de moins d'argent pour son éducation que celui de l'ouest, de Montréal ou de Québec. Les chiffres sont là pour le prouver. Je tire, M. le Président, ces statistiques d'un document officiel de 1971. On y constate qu'alors que le Bas-Saint-Laurent-Gaspésie compte pour 3.8% de la population du Québec, il ne compte que pour 1.7% des biens-fonds imposables de tout le Québec.

Ma région, M. le Président, du Saguenay-Lac-Saint-Jean, représente 4.6% de la population du Québec, mais, en richesses foncières imposables, compte pour seulement 2.7% des biens-fonds nationaux. À l'inverse, on ne sera pas surpris d'apprendre que la région administrative de Montréal, qui compte 57% de la population québécoise, représente 70% de tous les biens-fonds imposables.

La taxe foncière scolaire établit donc une discrimination irréfutable entre les étudiants québécois à moins de compenser, par une différence importante de taxes scolaires, le jeune Montréalais a plus d'argent à sa disposition pour s'éduquer que le jeune Gaspésien.

De fait, le Montréalais dispose d'un coussin de taxation possible sous forme de biens-fonds imposables de \$4,560 per capita, alors que le Gaspésien dispose de près de trois fois moins, soit \$1,688 per capita. Dans notre région, chaque citoyen représente \$2,603 per capita en valeur imposable.

Il s'agit là d'une "beauté" de l'impôt foncier dont on parle peu, mais la discrimination régionale est flagrante.

C'est peut-être l'aspect le plus injuste du présent régime fiscal local. Il est important que l'essentiel des revenus locaux pour financer l'éducation soit distribué sur une base per capita de façon qu'un élève de Ville-Marie ait accès à une éducation d'aussi bonne qualité que celui de Sainte-Foy.

La principale et pratiquement la seule objection raisonnable à l'abolition de la taxe foncière scolaire est la crainte que cette abolition ne se traduise rapidement par une perte d'autonomie de la part des instances locales.

Or, il n'est pas vrai du tout qu'autonomie fiscale égale autonomie administrative. On peut concevoir facilement des instances locales jouissant d'impôts autonomes mais sans aucun jeu administratif, n'étant, en fait, que des courroies de transmission des bureaux de tampons entre Québec et les citoyens.

Par contre, on peut aussi concevoir des instances locales qui ne perçoivent aucune taxe en propre mais qui jouissent d'une autonomie interne

assez forte, je pense, par exemple, aux hôpitaux, dans le domaine de l'éducation, même les universités ne perçoivent aucune taxe comparativement aux commissions scolaires, mais on ne peut dire qu'une administration universitaire est plus assujettie au ministère de l'Éducation que des commissions d'écoles, ce serait plutôt le contraire, par exemple, en ce qui concerne le salaire de ses employés ou encore le contenu des cours.

Il n'est donc pas exact de lier de façon serrée taxation propre et autonomie administrative.

Nous le répétons, M. le Président, les instances locales municipales et scolaires ont raison de craindre, au plus haut point, la perte et le grugeage de leur pouvoir aux mains centralisatrices du Québec.

Il s'agit bien là d'un climat clair et net de réduction continue des pouvoirs locaux par les ministères.

Quand on voit, par exemple, le ministère de l'Éducation désigner d'office la marque commerciale d'un ciné-projecteur que doivent utiliser les polyvalentes, il y a de quoi se poser des questions sur l'autonomie administrative actuelle des commissions scolaires et sur la nature des pouvoirs que l'on désire conserver au niveau local.

Notre position serait de dire: Il est urgent de redonner davantage de pouvoirs aux instances locales et scolaires, mais le meilleur moyen, justement, c'est de leur donner des sources de taxation actives, plus faciles à percevoir, croissant avec l'inflation et à son rythme. Alors seulement, dans un climat où la masse fiscale disponible au niveau local est augmentée, les commissions scolaires pourront espérer conserver et développer leurs pouvoirs. La question n'est pas celle de la couleur du gâteau mais de la grandeur de ce gâteau. En s'attachant à défendre l'un des plus mauvais impôts de notre système fiscal, les instances locales livrent peut-être un combat qui les affaiblit face aux questions plus importantes de l'augmentation nette de leurs revenus.

Dans le cas des commissions scolaires qui sont peut-être les plus craintives face à des changements vis-à-vis de l'impôt foncier, il faudrait qu'elles étudient le système fiscal et de revenus des municipalités qui, déjà, connaissent une forme d'impôt progressif perçu à la source par le gouvernement du Québec qui le redistribue inconditionnellement aux finances municipales selon certains critères, soit exactement les qualités du système d'impôt sur le revenu à usage local dont nous parlons. Et cet impôt déjà existant s'appelle la partie de la taxe de vente redistribuée par Québec.

Ce transfert inconditionnel a représenté l'an dernier près de 17% des revenus municipaux. Ce n'est pas peu et cela prouve qu'il existe d'autres systèmes que le foncier qui offre des garanties d'autonomie et d'utilisation inconditionnelle. De dire tout cela, on ne peut pas du tout jeter le blâme sur les commissions scolaires et les municipalités. Il faut comprendre le climat dans lequel elles évoluent depuis dix ans; sans cesse, par chaque brèche, le gouvernement québécois tente de réduire

l'autonomie locale. Il se méfie des initiatives régionales, au point de refuser même d'envisager et d'étudier la formule des gouvernements régionaux.

Depuis que le gouvernement actuel est au pouvoir, on ne retrouve aucun exemple de remise de pouvoirs aux instances locales, du moins en éducation et en affaires municipales. Au contraire, il les réduit avec acharnement, comme le contrôle qu'il a pris, par exemple, sur la police de l'île de Montréal et bien d'autres. Dans un tel climat, peut-on jeter la pierre à des administrateurs locaux d'être méfiants envers les changements? Peut-on les blâmer de tenir mordicus à ce qu'ils tiennent dans le présent, de peur d'un avenir réduit, à des bureaux d'estampillage d'ordre national?

Qu'on sente seulement une volonté sincère de remettre des pouvoirs et des responsabilités au plan local et alors les municipalités et commissions scolaires seront les premières à demander un changement raisonnable du système fiscal.

Mais ce gouvernement s'étend et dort sur le Québec, dans ce domaine comme dans bien d'autres. Déjà nous avons souvent invité les ministres des Affaires municipales et des Finances à créer une commission d'enquête pour étudier les avantages et les désavantages de l'impôt foncier en général. Mais il semble bien que l'incompétence et la stagnation du gouvernement s'étendent non seulement à ses gestes, mais même aux études conduisant à des gestes politiques.

Il vaut encore mieux, M. le Président, un livre blanc sans suite concrète, comme dans le domaine des terres et forêts, que pas de livre blanc et pas de geste concret. Évidemment, ces questions sont complexes et ne font pas les manchettes.

Elles échappent souvent à la compréhension, et c'est malheureux, de trop de citoyens et le ministre se sert de tout cela pour retarder les solutions. L'inertie en matière de fiscalité locale est moins voyante que celle de la détection de poussières d'amiante ou de gaz d'arsenic, mais elle est quand même un symptôme, comme d'autres, de pourrissement et de mauvaise administration.

M. le Président, à l'occasion du discours inaugural de la présente session, le gouvernement s'est risqué encore une fois à essayer de nous faire croire que son ambition première serait l'amélioration de la qualité de la vie des Québécois. Après en avoir fait le thème d'une campagne électorale et en avoir parlé avec emphase lors de la deuxième session, le gouvernement en est resté au chapitre des intentions.

Le Parti libéral revient avec sa qualité de la vie, parce qu'il a jugé, naturellement, que c'était la dernière image pour masquer le climat de détérioration politique que vit le Québec présentement. M. le Président, la qualité de la vie libérale, je tiens à vous le dire, je n'y crois pas. D'ailleurs, comment y croire quand on sait que le Québec des libéraux c'est un Québec systématiquement conditionné par la peur? Peur du fédéral, peur que les multinationales s'en aillent, peur de la révolution, peur du syndicalisme, peur de la réaction des Anglais,

peur du Parti québécois, peur de l'indépendance, peur d'être vraiment maîtres chez nous, peur du socialisme.

Toutes ces peurs et bien d'autres sont entretenues, on le sait, et alimentées par ce gouvernement, avec le même cynisme qu'un ex-premier ministre inventait la peur du communisme avec sa fameuse parade des oeufs communistes.

Vient un temps où les hommes qui en ont remplacé d'autres sont pires que ceux qui ont été remplacés. Comment croire qu'un gouvernement comme celui qu'on a puisse améliorer la qualité de la vie d'un peuple alors que ses efforts tendent à le conditionner avec toutes les peurs impossibles, alors que le gros de ses efforts converge à entretenir ce peuple dans le sentiment d'incapacité d'assumer solidairement et pleinement son avenir?

Le véritable avenir d'un peuple c'est l'état de souveraineté; sinon, il n'est rien, ou il est condamné à n'être rien à brève ou à longue échéance. La base première de la qualité de la vie, pour un peuple, ce que nous sommes, nous Québécois, c'est la fierté, c'est la dignité et c'est l'affirmation. La vraie qualité de la vie, ce n'est pas la promesse de la richesse, ce n'est pas le mirage du luxe d'un discours inaugural accompagné d'une facture à payer, à notre humble opinion, qui est la démission. Ce conditionnement du Québec par la peur et le sentiment d'incapacité aboutira et aboutit tranquillement à faire des Québécois de plus en plus peureux, qui perdent, peu à peu, le goût du risque, le désir de foncer, l'esprit de créativité et le dynamisme de l'avenir.

Le peuple y perd tranquillement son âme faute d'idéal et le désenchantement s'installe. On parle continuellement de crise de civilisation quand on parle des Québécois; c'est plutôt une crise d'identification. La qualité de la vie libérale, je ne peux y croire lorsqu'on voit au Québec des garderies qui réclament depuis longtemps l'élaboration d'une vraie politique et qui se ramassent avec de minimes réformes insuffisantes qui les obligent à frôler continuellement la faillite ou à diminuer la qualité des services essentiels à donner aux enfants. Lorsqu'on regarde le Québec des vrais assistés sociaux et qu'on va jusqu'à obliger ces gens à aller chercher leur chèque, alors qu'on sait qu'une grande partie n'ont même pas la capacité physique et financière de le faire, je n'y crois pas à cette qualité de la vie libérale.

Lorsqu'on voit le Québec des personnes âgées qu'on endort avec des tournées à caractère beaucoup plus électoral qu'humanitaire et qui attendent encore l'élaboration d'une politique du troisième âge, qui leur permettrait de demeurer dans leur milieu affectif là où ils sont heureux.

Lorsqu'on voit également, M. le Président, le Québec des parents de handicapés qu'on oblige à des contributions onéreuses, on ne peut croire à la qualité de la vie libérale. Également, lorsqu'on voit le Québec de la famille où 50% des foyers, vous le savez, sont endettés par-dessus la tête et qui attendent des mesures énergiques de leur gouvernement pour les aider à contrer l'inflation qui les

frappe plus durement dans leurs besoins essentiels. Je ne parlerai pas, M. le Président, puisque le temps s'écoule, du Québec des chômeurs, ni du Québec du patronage. M. le Président, ce Québec supposément plein de richesses naturelles, on est encore à se demander c'est pour qui.

M. le Président, je terminerai là-dessus, pour améliorer la qualité de la vie des Québécois, je ne peux croire dans un gouvernement qui est en adoration devant les multinationales et qui a pris l'habitude des genuflexions quotidiennes devant le gouvernement fédéral. Le Québec des Libéraux, M. le Président, ce n'est pas un Québec debout; c'est un Québec à genoux, avec des régions qui sont obligées de crier dix fois plus fort que les grands centres et qui sont obligées de se mettre à genoux pour obtenir le minimum qu'il leur faut, nécessaire à leur survie économique. C'est un Québec à genoux avec les commissions scolaires qui ont tellement de problèmes financiers qu'elles n'ont plus la possibilité d'assumer pleinement leurs responsabilités.

M. le Président, le Québec des Libéraux est un Québec, à mon opinion, et dans ma conviction, à genoux avec des municipalités dont la situation financière désastreuse est telle que les pèlerinages des édiles municipaux se succèdent à un rythme sans précédent pour obtenir des subventions afin de combler leur déficit budgétaire. Chaque fois, ils y perdent un peu de leur autonomie, de leur efficacité et de leurs responsabilités vis-à-vis des populations qu'ils représentent.

D'ailleurs, quant à être assujetties les municipalités commencent à comprendre et à croire qu'il serait mieux d'avoir un maître plus généreux, à savoir le gouvernement fédéral.

M. le Président, la qualité de la vie d'un peuple exige prioritairement la décolonisation. Ce n'est pas le Québec des Libéraux qu'il faut: c'est le Québec des Québécois, avec un gouvernement qui saura engendrer cette solidarité québécoise dont on a besoin pour avancer et qui, malheureusement, n'existe pas encore.

Merci, M. le Président.

Le Président: Le député de Beauce-Sud.

M. Roy: M. le Président, puis-je proposer l'ajournement du débat?

M. Lévesque: M. le Président...

Le Président: Cette motion est-elle adoptée?

M. Lévesque: Adoptée.

M. le Président, je voudrais simplement rappeler à cette Chambre qu'à la suite de consultations de l'Opposition officielle, de l'Opposition créditiste et de l'Opposition unioniste, et après, évidemment, consultations de notre caucus ce matin, vers l'heure du midi, enfin, consultations générales, il a été convenu que nous allions, ce soir, ajourner nos travaux au 8 avril.

Pour des circonstances particulières, la Chambre commencera ses travaux à 16 heures

mardi, le 8 avril. Le lendemain, mercredi, la Chambre ne siègera pas, mais les commissions siègeront, ainsi que jeudi, et la Chambre se réunira à 20 heures, jeudi soir. Il en sera ainsi pour vendredi matin à 10 heures.

Donc, pour résumer, à moins qu'il y ait des changements que je pourrais annoncer mardi, mais tel que nous en avons convenu, je dis tout de suite, afin d'aider les gens qui ont certaines obligations à rencontrer, que c'est l'intention du gouvernement de proposer, dans quelques instants, l'ajournement de la Chambre, à 16 heures, mardi, le 8 avril, que les commissions siègeraient dès que nous aurons disposé du débat sur le discours inaugural. Nous espérons pouvoir en disposer peut-être dès mardi. Je ne le sais pas encore. Cela dépendra du nombre d'orateurs, mais lorsque nous aurons disposé du débat sur le discours inaugural, nous procéderons aux commissions.

Pour vous donner une idée des commissions qui sont envisagées pour l'étude des crédits, nous songeons particulièrement à la commission des affaires sociales pour l'étude des crédits du ministère des Affaires sociales; la commission des affaires municipales, pour l'étude des crédits du ministère des Affaires municipales; la commission des institutions financières, compagnies et coopératives, pour l'étude des crédits du ministère des Institutions financières, Compagnies et Coopératives, et il est également prévu que jeudi, nous consacrerons à une des commissions qui, j'espère sera peut-être réglée, la commission des institutions financières.

Probablement que, rendu à mercredi soir, on aura disposé des crédits du ministère des Institutions financières. Sinon, on suspendra, si on en est là, l'étude des crédits du ministère des Institutions financières pour garder le jeudi pour la comparution de la Commission des accidents du travail. A ce moment-là, c'est la commission du travail et de la main-d'œuvre qui siégera toute la journée, jeudi. Quel que soit le progrès des travaux, la commission ajournera sine die soit à 18 heures, soit après la reprise de la session, qui aurait lieu à 20 heures, normalement — j'espère être de retour d'Ottawa à ce moment-là — et nous pourrions reprendre les commissions vers 21 heures, pour les poursuivre, ensuite, dans la soirée.

Vendredi matin, nous aurons de la Chambre, comme d'habitude, à dix heures.

C'est le programme. J'ai essayé de l'expliquer, tel que j'ai eu l'occasion d'en discuter avec les honorables amis des deux côtés de la Chambre. J'espère que nous allons pouvoir réaliser ce programme, M. le Président. C'est pour cela que je voulais l'inscrire immédiatement au journal des Débats, au milieu de cette grande sérénité.

Tout en formulant mes meilleurs vœux de Joyeuses Pâques à tous nos honorables collègues de cette Chambre, aux journalistes, à tous nos amis et officiers de l'Assemblée nationale, incluant le journal des Débats, je formule le vœu que nous puissions nous retrouver et — j'en fais motion, M. le Président — que la Chambre s'ajourne au mardi, 8 avril, à seize heures.

M. Charron: M. le Président, puis-je poser deux questions...

Le Président: L'honorable député de Saint-Jacques.

M. Charron: ...techniques sur le programme que nous a tracé le leader du gouvernement? Puis-je lui demander, d'abord, s'il n'y a que la commission des institutions financières qui arrêtera ses travaux pour la séance du jeudi où on entendra la Commission des accidents du travail?

M. Levesque: Oui.

M. Charron: C'est-à-dire que les deux autres commissions en cours continueront, quand même.

M. Levesque: Oui.

M. Charron: Est-il réaliste de prévoir, si nous nous réunissons à seize heures, le mardi 8 avril, et que nous achevons, probablement dans la soirée du 8 avril, le débat sur le discours inaugural, que vient d'ajourner le député de Beauce-Sud, qu'effectivement le début de l'étude des crédits, pour les trois commissions que vous avez mentionnées, ne se ferait que mercredi matin? Je parle en termes réalistes.

M. Levesque: Je ne peux pas répondre. Si je ne me trompe pas, tous les gens du Parti québécois ont participé au débat, je pense, à ce jour.

M. Charron: Oui, les députés...

M. Levesque: Du côté des créditistes et de l'unioniste, il ne reste qu'un orateur qui a ajourné le débat. Donc, tout dépendra du nombre d'orateurs du côté ministériel. A ce moment-là, je pourrai répondre à la question.

Supposons que, par hypothèse, si c'était réglé avant 18 heures, mais je ne le pense pas, il faudrait bien consacrer la soirée aux commissions. Mais si ce ne l'est pas, même si ce ne l'est pas le lendemain, je ne suis pas en mesure de dire à quel moment la Chambre décidera d'adopter la motion...

M. Charron: D'adopter la motion de censure du chef de l'Opposition.

M. Levesque: Non, ce n'est pas la motion de censure, je pensais à la motion principale. Il n'y a pas de motion principale maintenant alors nous disposerons des motions de censure... Ce n'est pas une motion de censure, c'est une motion d'amendement.

M. Samson: C'est une motion de blâme.

M. Charron: C'est une motion de blâme.

M. Levesque: Pas tout à fait.

M. Roy: J'aurais une question à poser, moi. En plus de la commission des institutions financières et des affaires sociales, est-ce que le leader du gouvernement pourrait nous dire s'il est exact que la commission des affaires municipales sera la troisième commission parlementaire à siéger pour l'étude des crédits? Est-ce une décision définitive ou si c'est une probabilité?

M. Levesque: Tout ce que j'ai dit...

M. Roy: On a parlé de trois commissions parlementaires, vous avez nommé la commission des affaires sociales et la commission des institutions financières pour mercredi. Maintenant, nous avons discuté des affaires municipales lorsqu'on s'est rencontré. Est-ce que la décision de faire siéger la commission des affaires municipales tient toujours?

M. Levesque: Oui. J'ai mentionné que les probabilités seraient les suivantes: Affaires sociales, Affaires municipales, Institutions financières.

Le Président: Est-ce que cette motion d'ajournement est adoptée?

M. Morin: Adopté.

M. Levesque: Je dois dire, M. le Président, immédiatement, qu'il y a sanction chez le lieutenant-gouverneur des deux projets de loi, l'un pour le sixième qui a été voté, je crois, tout à l'heure, il y a quelques instants, et l'autre pour le projet de loi no 15 qui devient la loi no 15, Loi modifiant la Loi électorale.

M. le Président, j'invite les partis de l'Opposition à se joindre à nous pour aller rencontrer le lieutenant-gouverneur qui nous attend.

Le Président: Maintenant, avant d'annoncer la reprise des travaux, je voudrais inviter les parlementaires ainsi que les journalistes, s'ils peuvent m'entendre, à un colloque, un court colloque ici au bureau pour faire le point sur nos travaux parlementaires.

L'Assemblée ajourne ses travaux au mardi 8 avril, seize heures.

(Fin de la séance à 18 h 25)

Compte rendu des débats de la Chambre

L'édition quotidienne du journal des Débats paraît le surlendemain de chaque séance.

Elle comprend le texte des discours et des interventions dans la langue où ils ont été prononcés à l'Assemblée nationale.

Un premier tirage limité est distribué aux députés et aux correspondants parlementaires une heure après le discours.

Les députés peuvent soumettre à l'éditeur, pour leur propre discours et dans les délais prévus, les corrections absolument nécessaires pour des erreurs de faits ou des fautes de forme.

Pour plus de 25 exemplaires des Débats, la commande doit être faite par écrit au bureau des débats (74-A) au plus tard le lendemain du discours.

Un index est préparé chaque jour pour être publié à la fin de la session. Il est disponible au coût de \$2. On peut obtenir des informations du service de l'index en appelant 643-2771.

On s'abonne au journal des Débats en envoyant au comptable de l'Assemblée nationale \$8 par année. (Les chèques ou mandats-poste doivent être faits à l'ordre du ministre des Finances).

Le directeur.
Benoît Massicotte,
Bureau: 74-A
Téléphone: 643-2890